



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 16

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action pluriannuel 2022 - 2026 partie 2 en faveur de l'Afrique subsaharienne

Document d'action « Programme régional d'appui au développement de l'économie pastorale en Afrique de l'Ouest et au Sahel – PRADEP-AOS »

PLAN D'ACTION PLURIANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail pluriannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Programme régional d'appui au développement de l'économie pastorale en Afrique de l'Ouest et au Sahel – PRADEP-AOS OPSYS : ACT 61206 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Non
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée en Afrique de l'Ouest et au Sahel, dans les pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Tchad, Togo et ciblera les zones ci-après : <ul style="list-style-type: none">• La zone transfrontalière du Lac Tchad comprenant l'État de Borno (Nigéria) et les régions de Diffa (Niger), Lac, Hadjer Lamis, Kanem et Chari-Baguirmi (Tchad) et Extrême Nord (Cameroun) ;• La zone transfrontalière Sud-Est Burkina Faso-Nord Ghana, Nord-Togo, Nord-Bénin, Sud-Ouest Niger ;• La zone transfrontalière SKBoWa regroupant les régions de Sikasso (Mali), Tchologo, Poro, Bagoué et Folon (Côte d'Ivoire), Hauts Bassins, Cascades et Sud-Ouest (Burkina Faso) et Upper West (Ghana) ;• La zone transfrontalière du couloir Ouest composée des régions de Kayes (Mali), Haute Guinée (Guinée), Tambacounda, Matam et Saint-Louis (Sénégal) et Guidimakha, Gorgol, Brakna, Trarza, Assaba, Hodh El Gharbi (Mauritanie).
4. Document de programmation	Programme indicatif pluriannuel (PIP) pour l'Afrique Sub-Saharienne 2021-2027

5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	Objectif spécifique 3 : Systèmes agro-alimentaires durables - Appui à la transition vers des systèmes agroalimentaires plus résilients et durables (y compris pour des régimes alimentaires plus abordables et plus sains). Principalement R.3.4: La fourniture de services aux économies pastorales est renforcée.			
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES				
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Domaine prioritaire 3. Transition écologique : Atténuation du changement climatique et résilience, Énergie durable, Systèmes agroalimentaires durables.			
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal : Objectif 2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable Autres ODD importants ciblés : 1, 4, 5, 6, 7, 8, 12, 13, 15			
8 a) Code (s) CAD	430440---Rural development			
8 b) Principal canal de distribution @	Organisations non gouvernementales et société civile - 20000 Gouvernement pays tiers (Coopération ,délégée) – 13000			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique générale @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

11. Marqueurs internes et Tags:	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags: connectivité numérique Gouvernance numérique Entrepreneuriat numérique Création d’emplois Compétences/compétences numériques services numériques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports Contacts interpersonnels Énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET			
12. Montants concernés	Ligne budgétaire : (ligne et poste budgétaire): BGUE-B2023-14.020120-C1-INTPA Coût total estimé : 60 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l’UE : 60 000 000 EUR La contribution est d’un montant de 60 000 000 EUR provenant du budget général de l’Union européenne pour l’exercice 2023 sous réserve de la disponibilité de crédits pour les exercices respectifs suivant l’adoption du budget annuel concerné, ou tel que prévu dans le système des douzièmes provisoires.			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Modalité projet Gestion directe par : - Subventions - Marchés publics			

1.2 Résumé de l'action

Malgré la mise en œuvre d'actions passées avec l'appui de différents partenaires au développement, l'élevage pastoral et agropastoral reste confronté à des défis récurrents et certains émergents qui méritent d'être davantage pris en compte dans les interventions pour son développement. Les changements globaux, notamment le changement climatique, la pression foncière résultant de la croissance démographique humaine et animale et, plus récemment, l'insécurité qui sévit dans la zone du Liptako-Gourma et du lac Tchad, ont occasionné un transfert du cheptel de ruminants domestiques des zones sahéliennes vers le sud des pays sahéliens et le nord des pays côtiers. C'est donc dans les zones frontalières partagées par les pays sahéliens et les pays côtiers que se concentre de plus en plus le bétail, avec d'importants défis en termes de restriction de la mobilité pastorale, de difficultés d'accès aux ressources naturelles, de conflits d'accès aux ressources, de persistance des maladies animales et zoonotiques, d'empiètement dans les aires protégées, de déficit en infrastructures de production et, de faible valorisation des produits pastoraux et agropastoraux.

L'action s'inscrit en lien avec les nouvelles priorités de l'UE en Afrique¹, en particulier concernant la création d'emploi, la stabilité et la paix et l'appui au verdissement du Sahel dans le cadre de la grande muraille verte². L'objectif général (impact) de cette action est d'améliorer et valoriser la contribution du secteur de l'élevage à la transformation des systèmes alimentaires durables et à une croissance verte inclusive et résiliente des économies des pays de la région Afrique de l'Ouest et du Sahel. Son objectif spécifique est de renforcer la résilience de l'économie des ménages pastoraux et agropastoraux

Les principaux produits attendus du programme sont les suivants :

1. La gouvernance responsable des ressources naturelles transfrontalières est renforcée ;
2. Les ménages des pasteurs et les troupeaux de ruminants domestiques sont protégés contre les maladies animales et zoonotiques transfrontalières ;
3. La compétitivité durable et adaptée aux chocs des chaînes de valeur et les conditions de vie des ménages pastoraux et agropastoraux sont améliorés et ;
4. Le cadre politique et réglementaire, régional et dans les territoires, est favorable à la transhumance, au commerce du bétail et à la circulation d'intrants de qualité.

L'action est alignée sur les objectifs de l'ECOWAP 2025 (la politique agricole de la CEDEAO)³, notamment ses objectifs numéro 1 « contribuer à accroître la productivité et la production agro-sylvo-pastorale et halieutique via des systèmes de production diversifiés et durables, et à réduire les pertes post production » et numéro 2 « promouvoir les chaînes de valeurs agricoles et agro-alimentaires contractuelles et inclusives orientées vers la demande régionale et internationale, et inscrites dans une perspective d'intégration du marché régional ». Ils sont cohérents avec les objectifs de développement durable (ODD), notamment l'ODD-2 « Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable ». Alignée sur les piliers de l'initiative de la grande muraille verte, avec une couverture géographique plus large que sa zone principale, l'action contribuera directement à la réalisation de ses objectifs, notamment à la restauration de terre dégradées et à donner accès à des technologies agricoles résilientes au changement climatique.

La logique d'intervention se base sur une combinaison / articulation intégrée des approches « territoriale à l'échelle communale, intercommunale, régionale et transfrontalière », environnementale (partage et gestion des ressources naturelles), « système de production » et « chaînes de valeurs ajoutées » pour définir les zones de couverture, de concentration des activités et des investissements.

L'action est conçue pour ajouter de la valeur aux initiatives nationales publiques et privées, et pour accroître l'impact des chaînes de valeur des productions pastorales et du commerce du bétail, en se focalisant sur des actions d'envergure régionale et locale dans les zones transfrontalières. Des processus participatifs et inclusifs sont mis en avant tels que les plateformes de gouvernance foncière pastorale responsable, les cadres de concertation multi-acteurs transfrontaliers et les plateformes d'innovation multi-acteurs le long des chaînes de valeur, tout en considérant le partenariat public-privé (PPP). En outre, la flexibilité à plusieurs niveaux, y compris la réalisation d'infrastructures/services mobiles et la capacité à redéployer les activités au regard d'une potentielle évolution négative du contexte, constitue une innovation majeure de l'action.

1 Cadre de partenariat Afrique-UE (renouvelé en février 2022: "EU-AU summit" à Bruxelles) - *COMMUNICATION CONJOINTE AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL Vers une stratégie globale avec l'Afrique (2020)*

2 La Grande muraille verte (GMV), est l'initiative phare de l'Union africaine pour lutter contre les effets du changement climatique et de la désertification en Afrique. Elle vise à transformer la vie de millions de personnes en créant un mosaïque d'écosystèmes verts et productifs en Afrique du Nord, au Sahel et dans la Corne de l'Afrique.

3 En 2005, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a adopté la Politique Agricole de la région (en anglais the Economic Community of West Africa Agricultural Policy/ECOWAP).

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

L'Afrique de l'Ouest et le Sahel (AOS) est une région d'élevage qui abrite un cheptel de bétail ruminant estimé en 2019 à 112,54 millions de bovins, 169,81 millions d'ovins, 224,27 millions de caprins et 14,62 millions de camélins (FAOSTAT, 2021). Ce cheptel est inégalement réparti dans la région, la plus grande partie étant concentrée au Tchad, au Nigéria et dans les pays sahéliens tels que le Niger, le Mali, le Burkina Faso, le Sénégal et la Mauritanie. Ce cheptel est majoritairement élevé selon les systèmes d'élevage pastoraux et agropastoraux dans les pays sahéliens.

En AOS, l'importance économique et sociale de l'élevage pastoral n'est plus à démontrer. Le sous-secteur de l'élevage pastoral contribue de manière significative à l'économie régionale, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à la création d'emplois et à la cohésion sociale. Selon une étude réalisée dans 7 pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Nigéria, Tchad), la contribution de l'élevage au produit intérieur brut (PIB) est d'environ 12% (Zoofoor, GEDES, Urbaplan, 2017). Cette moyenne cache de grandes disparités entre les pays sahéliens et les pays côtiers, avec des fourchettes respectives de 13-20% et de 2-6%. Au niveau du PIB agricole, la contribution moyenne du sous-secteur de l'élevage est estimée à 35%. L'analyse comparative des deux (2) sous-espaces (sahélien et côtier) montre que la contribution de l'élevage au PIB agricole des pays côtiers est inférieure à celle constatée au niveau des pays sahéliens. En effet, l'élevage contribue en moyenne à hauteur de 36% au PIB agricole des pays sahéliens contre une moyenne de 15% pour les pays côtiers. En réalité, celle-ci serait beaucoup plus élevée si la valeur de la traction animale et de la fumure organique dans les systèmes intégrés agriculture-élevage était prise en compte. L'élevage contribue pour 5 à 10% aux exportations des pays de la sous-région, notamment au Tchad, au Mali, au Niger, et au Burkina Faso.

L'activité d'élevage permet aux pasteurs et agropasteurs de faire face aux déficits céréaliers récurrents au Sahel. En effet, une partie des revenus issus de la vente des produits animaux est utilisée par les ménages pour l'achat des produits alimentaires. Les termes de l'échange bétail/céréale indiquent un avantage pour les pasteurs. Avec la croissance rapide du prix des céréales, les termes de l'échanges devraient rester favorable aux éleveurs, augmentant ainsi leur résilience à condition de pouvoir vendre le bétail au bon moment. D'une manière générale, l'élevage représente pour les ménages surtout en milieu rural (pasteurs et agro-pasteurs), la forme d'épargne la plus sûre et facilement mobilisable pour faire face aux différents besoins dont l'achat des denrées alimentaires. Cette situation, ainsi que la faiblesse de stratégies agricoles alternatives adaptées au climat sahélien, explique en partie la prédominance de l'élevage surtout dans les zones semi-arides où la pratique de l'agriculture ne permet de couvrir les besoins alimentaires des ménages. L'élevage contribue significativement à la production végétale en fournissant la fumure organique nécessaire pour améliorer les rendements agricoles, ainsi que la force de travail à travers la traction animale.

Aussi, la sous-région de l'AOS connaît une forte croissance démographique et un exode rural massif. Selon les Nations Unies (2020), la population de l'Afrique de l'Ouest est estimée à 402 millions habitants en 2020, avec une croissance annuelle estimée à 2,6%, à raison de 2,86% pour les pays sahéliens et de 2,43% pour les pays côtiers. La population urbaine représente aujourd'hui 48% de la population totale avec un taux annuel d'urbanisation de plus de 4%. Il est attendu que la population ouest-africaine atteigne 516,6 millions d'habitants à l'horizon 2030 (Nations Unies, 2020). La croissance démographique et l'urbanisation engendreront une demande en produits d'origine animale de plus en plus importante. La demande en viande est assurée en majorité par la production domestique et complétée par les importations dont la valeur est estimée à 745 000 000 USD pour les viandes et produits carnés en 2020. Les quantités importées de lait et produits laitiers étaient de 998 000 000 USD la même année (FAOSTAT, 2022). Une étude prospective comparée des marchés des produits d'élevage des différentes régions de l'Afrique montre qu'à l'horizon 2030-2050, les importations de lait resteront critiques pour satisfaire la demande croissante de produits laitiers en Afrique de l'Ouest, australe et du Nord (World Bank and al., 2013). Elle révèle également que les importations de viande bovine t resteront les plus importantes en Afrique de l'Ouest, du Nord et Centrale.

Les changements globaux, y compris notamment le changement climatique, la pression foncière et sur les ressources naturelles résultant de la croissance démographique humaine et animale (over-grazing) avec impact dans la dégradation des terres et, plus récemment, l'insécurité qui sévit dans la zone du Liptako-Gourma et du lac Tchad, ont occasionné un transfert du cheptel de ruminants domestiques des zones sahéliennes vers le sud des pays sahéliens et le nord des pays côtiers. L'analyse sera contextualisée dans le cadre des études de références. C'est donc dans les zones frontalières partagées par les pays sahéliens et les pays côtiers que se concentre de plus en plus le bétail, avec d'importants défis en termes de restriction de la mobilité pastorale, de difficultés d'accès aux ressources naturelles de manière durable, de conflits d'accès aux ressources (pâturages naturels, points d'eau, résidus culturels, etc.), de persistance des maladies animales et zoonotiques (péripleumonie contagieuse bovine, peste des petits ruminants, fièvre aphteuse, charbon bactérien, trypanosomoses animales), d'empiètement dans les aires protégées et de déficit en infrastructures de production (parcs de vaccination, banques d'aliment bétail, etc.), de commercialisation (marchés à bétail, centres de collecte de lait), de transformation (aires d'abattage, unités de transformation laitière) et de distribution des produits pastoraux (viande, lait local et leurs dérivés). On y observe aussi des difficultés d'accès aux services vétérinaires, d'appui-conseil et financiers qui sont importants pour toute initiative de développement de l'élevage. La fermeture de certaines frontières ne se traduit pas par l'impossibilité de passage des animaux dans d'autres pays. Cependant, il concourt à la stigmatisation de populations d'éleveurs et à la sédentarisation forcée de certains d'entre eux.

C'est dans cette perspective multidimensionnelle que s'inscrit le PRADEP-AOS, en voulant bâtir une véritable économie pastorale durable et sociale dans les zones transfrontalières partagées par les pays sahéliens et côtiers de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel.

L'action s'inscrit dans le cadre de la future programmation de l'Union européenne en matière de coopération au développement sur la période 2021- 2027. L'action contribuera directement à la réalisation des objectifs de l'initiative de la grande muraille verte, étant aligné particulièrement sur le pilier 1 Investissement dans les petites et moyennes exploitations, promotion des approches agro-écologiques résilientes au changement climatique, et renforcement des chaînes de valeur, des marchés locaux, organisation des exportations; le pilier 2 Restauration des terres et gestion durable des écosystèmes, afin d'améliorer les moyens de subsistance directement tributaires des ressources naturelles, d'accroître la stabilité et la résilience climatique; le pilier 4 Cadre économique et institutionnel favorable pour une gouvernance efficace, la durabilité, la stabilité et la sécurité qui conduisent à une plus grande résilience climatique et à un environnement propice aux investissements/à la sécurisation des moyens de subsistance.

Ainsi, l'action proposée vise à contribuer à la transition écologique (domaine prioritaire no 3 du PIR), en particulier pour soutenir la transition vers des systèmes agroalimentaires plus résilients et durables (y compris pour des régimes alimentaires plus abordables et plus sains) (SO3). L'action contribuera aux résultats du PIP suivant R.3.2: Les organisations de producteurs (OP) jouent un rôle plus important dans la promotion de la transition agro-écologique et des chaînes de valeur inclusives tenant compte de la nutrition (par exemple, dialogues entre agropasteurs et entreprises et entre les agriculteurs et les gouvernements); R.3.3: Promouvoir des systèmes agroalimentaires plus durables incluant la conservation, la transformation, la distribution et les marchés agroalimentaires; R.3.4: La fourniture de services adaptés au contexte de fragilité environnementale et aux économies pastorales est renforcée; R.3.5: Les régions africaines sont en mesure de faire face à des maladies et à des organismes nuisibles récurrents et nouveaux pour la santé végétale et animale (comme la Peste des Petits Ruminants — peste ovine et caprine), pour améliorer la sécurité et la sûreté alimentaires, la productivité, les revenus ruraux et des exportations agricoles plus sûres, en favorisant les approches agro-écologiques et la lutte intégrée contre les maladies et ravageurs.

2.2 Analyse des problèmes

En dépit des interventions passées, l'élevage pastoral et agropastoral demeure confronté à des défis récurrents et d'autres émergents. Cette action se concentrera sur les priorités suivantes.

2.2.1. Domaine/axe prioritaire 1 : Amélioration de la gouvernance des ressources naturelles

Au regard de l'importance numérique, économique et sociale des systèmes pastoraux et agropastoraux en AOS, leur sécurisation constitue le premier ressort sur lequel s'appuyer pour enclencher la construction d'une véritable économie pastorale durable. La crise pastorale que traverse le Sahel, y compris dans les zones transfrontalières, est notamment causée par une gouvernance non inclusive du foncier et des ressources naturelles et la réduction drastique de l'accès aux ressources pastorales. Cette situation est aggravée par la croissance démographique humaine et animale conjuguée, entraînant des impacts dans la dégradation des terres et sans être soutenue par des actions visant à la mise en place de modes de gestion plus durables des troupeaux et des parcours.

L'harmonisation des règles de gestion intégrée dans les zones transfrontalières est un défi majeur.

2.2.1.1. Réduction drastique de l'espace et de l'accès aux ressources pastorales

L'expansion agricole, motivée par une demande alimentaire grandissante pour nourrir une population en forte croissance, a été encouragée par l'introduction de la culture attelée, la mécanisation agricole et le développement des cultures de rente (coton, anacarde, etc.). Elle a entraîné une réduction et une fragmentation progressives de l'espace pastoral, y compris l'exploitation des plaines inondables et des mares par la mise en place de rizières et de cultures maraîchères de contre saison, au détriment des pâturages de saison sèche pour le bétail. La réduction des terres de parcours résulte aussi de la compétitivité croissante d'autres secteurs. Ainsi, le classement des aires protégées (forêts classées, réserves de faunes, parcs nationaux, zones villageoises d'intérêt cynégétique, etc.), le développement des industries extractives (pétrole, mines, etc.) et d'autres changements non concertés d'utilisation des terres communes accentuent le phénomène d'érosion des territoires pastoraux rendant l'accès des pasteurs et de leurs troupeaux aux ressources naturelles très difficile (Gonin, 2016 ; Touré, 2018).

On relève par ailleurs de nombreux conflits d'usage, du fait de l'expansion agricole, de la dégradation des terres et de l'accroissement des besoins par l'augmentation du cheptel.

L'accès aux ressources pastorales (fourrages, eau) s'est complexifié depuis l'accélération de mesures restrictives entravant la mobilité des troupeaux. Sur le plan technique, les pistes à bétail et les couloirs de transhumance traditionnelles et balisées sont de plus en plus occupés par l'agriculture et d'autres usages. Sur le plan réglementaire, la faible application de la Décision A/DEC.5/10/98 relative à la réglementation de la transhumance entre les États membres de la CEDEAO par différentes catégories d'acteurs et la prise de textes juridiques qui suspendent la transhumance, constituent des entraves à l'accès aux ressources pastorales.

Depuis quelques années, la crise sécuritaire dans certains pays sahéliens (Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad) et la pandémie de la COVID-19, ont profondément affecté la résilience des systèmes d'élevage pastoraux et agropastoraux. Ces crises ont contribué à accentuer les entraves à la mobilité du bétail et à perturber le fonctionnement des marchés à bétail. Ces changements n'ont pas été sans conséquence sur l'exercice de l'élevage pastoral dans les pays de l'AOS.

2.2.1.2. La récurrence des conflits d'accès aux ressources pastorales

En AOS, les conflits d'accès aux ressources naturelles entre les pasteurs et les autres usagers, notamment les agriculteurs, sont de plus en plus fréquents. Les conflits liés au pastoralisme, parfois violents et meurtriers, menacent la coexistence pacifique entre les communautés et la stabilité des pays ouest-africains. Dans ce contexte, les actions de développement du pastoralisme devront inclure la prévention et la gestion des conflits d'accès aux ressources naturelles, à travers entre autres, des

campagnes d'information et de sensibilisation des acteurs sur les textes réglementant la transhumance transfrontalière, la mise en place et le fonctionnement de cadres de concertation transfrontaliers, d'accords bilatéraux, de comités nationaux de transhumance, etc.

2.2.1.3. Crise pastorale, insécurité et radicalisation des jeunes

Selon Pellerin (2021), la crise du pastoralisme, qui se traduit notamment par les entraves à la mobilité et à l'accès aux ressources naturelles, offre un terreau favorable aux groupes armés non étatiques pour le recrutement des jeunes pasteurs et agropasteurs à qui ils promettent de « réparer les injustices » qu'ils subissent.

En vue de lutter contre l'enrôlement des pasteurs et agropasteurs par les groupes armés non étatiques, le PRADEP-AOS s'appuiera sur un éventail de mesures à dimensions multiples sur des territoires donnés. Les leviers d'action porteront sur l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles, le renforcement de la cohésion sociale entre les communautés d'éleveurs et d'agriculteurs, la meilleure employabilité des jeunes, et le renforcement d'un accès adapté, à l'éducation et aux services sociaux de base pour un même territoire.

2.2.2. Domaine/axe prioritaire 2 : Contrôle des maladies animales et zoonotiques transfrontalières ayant un impact sur la santé animale et humaine et sur le commerce

Le potentiel de l'élevage pastoral en AOS et le large éventail d'institutions nationales, régionales et internationales dédiées, de parties prenantes et de marchés sont autant de défis et d'opportunités pour la gouvernance du secteur, provoquant un impact sur la prestation des services de santé animale. En outre, la mobilité animale, notamment à des fins de commercialisation et de transhumance, est actuellement contrainte par les exigences différentes en matière de santé animale, des programmes de surveillance et de contrôle des maladies non coordonnés et des interdictions du commerce du bétail et des produits animaux par les pays importateurs, pays d'accueil et consommateurs, en l'occurrence les pays côtiers. Le présent programme permettra surtout de développer et de mettre en œuvre un cadre régional pour l'harmonisation et la coordination des mesures de contrôle des maladies, appelé des méthodes et procédures standardisées. Ce cadre impliquera le renforcement et l'adaptation des capacités en matière de surveillance, d'épidémiologie, de diagnostic en laboratoire, de programmes de lutte contre les maladies et de communication en santé animale. L'aspect fondamental de ce cadre consiste à relier les activités de prévention et de contrôle des maladies dans les zones d'intervention ou dans plusieurs pays à un ensemble de normes et de procédures régionales minimales pour la prévention et le contrôle des maladies animales transfrontalières, conformément aux normes de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE). Ainsi, les actions de prévention, surveillance, contrôle et gestion des foyers de maladies seront centrées dans les zones d'intervention du programme et une synergie d'action sera développée avec d'autres programmes régionaux et nationaux pour optimiser l'impact au niveau régional. Les acteurs non étatiques ou étatiques et les systèmes privés seront au cœur du dispositif visant à augmenter et améliorer l'offre de services de santé animale dans les zones d'intervention.

Les actions de prévention, surveillance, contrôle et gestion des foyers de maladies seront centrées dans les zones d'intervention du programme.

2.2.2.1. La persistance des maladies animales transfrontalières

La mobilité des animaux est une pratique essentielle à la vie en milieu pastoral et agropastoral. Celle-ci est motivée par le besoin d'accès aux ressources naturelles et aux circuits commerciaux du bétail (Bouslikhane, 2015). Les modes existants de mobilité sont dictés par les conditions éco-climatiques et socioculturelles du continent africain. En outre la combinaison entre la mobilité des animaux et leur concentration à intervalles réguliers est une source majeure d'introduction et de propagation des maladies animales transfrontalières (MAT) et zoonotiques. Les maladies animales les plus présentes en Afrique de l'Ouest et au Sahel sont principalement la Péripleumonie contagieuse bovine (PPCB) ; la

peste des petits ruminants (PPR) ; la fièvre de la vallée du Rift ; la variole ovine et caprine, la variole cameline, la fièvre aphteuse (FA), La dermatose nodulaire cutanée de bovins (DNCB), les Trypanosomes animaux (TA), Pasteurellose, la Brucellose (*abortus* et *melitensis*), pleuropneumonie contagieuse caprine (PPCC), le charbon bactérien (CB), le charbon symptomatique (CS) et la tuberculose bovine (TB).

2.2.2.2. La faiblesse de la certification zoosanitaire entrave le commerce du bétail

Dans la plupart des pays sahéliens, l'offre d'animaux et de produits d'origine animale est limitée par le mauvais état de santé des animaux, la faible conformité aux normes de santé animale, la faiblesse et la fragmentation des régimes réglementaires en matière de santé animale et le manque de confiance des partenaires commerciaux dans les systèmes de santé animale en vigueur. Le système actuel de certification des animaux et des produits animaux faisant l'objet d'un commerce régional et international peut constituer un obstacle à l'accès des pays en développement aux marchés internationaux à forte valeur ajoutée. Par conséquent, la certification pour le commerce régional et international des produits d'élevage surtout pastoral est une nécessité pour trouver un équilibre entre crédibilité et entreprise d'élevage.

2.2.3. Domaine/axe prioritaire 3 : Appui à la valorisation des produits agropastoraux et à l'amélioration des conditions de vie des ménages

2.2.3.1. Faible développement des chaînes de valeur des produits agropastoraux

Les chaînes de valeur de l'élevage ont des mérites indéniables pour contribuer significativement à la création d'emplois dans la région AOS. L'importance de l'élevage par sa contribution au PIB, à l'emploi et aux recettes d'exportation des pays sahéliens est établie (FAO and ECOWAS, 2017). Il est une source de revenus pour les personnes vivant dans les terres marginales de la région. L'élevage en AOS est cependant caractérisé par une faible valorisation, comme l'indique le faible degré de transformation des produits qui va rarement au-delà de la viande et des abats pour la chaîne de valeur bétail-viande (Yaméogo et al, 2014). Quant au lait, il est principalement produit au niveau des systèmes pastoraux. Sa production est saisonnière et souvent non transformée en raison du manque d'infrastructures adéquates de collecte et de conservation. Quand ces infrastructures existent, le caractère fragmenté de la production est un facteur considérablement limitant pour la collecte. Il existe un paradoxe dans la région : les pays ayant un excédent de bétail importent des quantités importantes de bétail et de produits laitiers différenciés pour répondre à la demande des hôtels, des supermarchés et des consommateurs haut de gamme. Ces produits comprennent la viande avec des coupes spéciales et des produits carnés tels que les saucisses, le bacon et les hotdogs, ainsi que les produits laitiers.

La croissance des chaînes de valeurs bétail-viande et lait sera façonnée par l'identification de ces systèmes d'addition de valeur à travers un processus de transformation et une commercialisation durable via des canaux adéquats à plus grande échelle ou à un niveau de niche, en fonction de la taille de la demande. L'augmentation attendue des rendements des activités commerciales autour de ces produits transformés contribuera à faire de l'élevage un secteur aux produits à valeur ajoutée. Ce faisant, la compétitivité de l'ensemble du secteur de l'élevage sera renforcée, le revenu des éleveurs sera amélioré et des emplois seront créés pour les jeunes et les femmes.

La transformation des chaînes de valeur lait et bétail-viande en AOS est limitée par de multiples contraintes, à savoir : le faible potentiel génétique des races locales, le faible accès aux ressources naturelles et aux intrants alimentaires, la faible professionnalisation des acteurs, la faiblesse dans la collecte du lait local, l'absence ou la vétusté des infrastructures et équipements de commercialisation et de transformation et, les mesures tarifaires défavorables ou non effectives.

La vision régionale basée sur des pays sahéliens « producteurs de bétail et de viande rouge » et des pays côtiers « bassins de consommation de la viande sahélienne » sur l'élevage mobile a beaucoup évolué. Il est donc nécessaire d'élaborer un nouveau référentiel régional pour le développement de l'élevage.

2.2.3.2. Vulnérabilité des ménages pastoraux et agropastoraux

Les crises pastorales récurrentes, liées à la variabilité et au changement climatiques, au Sahel et en Afrique de l'Ouest ont un impact très élevé sur les ménages dans les systèmes pastoraux et agropastoraux, tributaires des ressources naturelles. Ces crises sont aggravées depuis quelques années par l'insécurité dans le Liptako-Gourma et dans le bassin du lac Tchad. Rien qu'au Burkina Faso, environ 2 millions de personnes déplacées internes, y compris des familles de pasteurs et d'agropasteurs, sont comptabilisées à ce jour. Les effets conjugués de ces crises ont causé ou accentué la paupérisation des ménages en milieu pastoral, certains d'entre eux ayant perdu une grande partie de leurs actifs productifs. Les personnes vulnérables, les femmes et les jeunes sont les plus affectés par les effets de ces crises. Il est donc nécessaire de leur apporter un appui, à travers des activités génératrices de revenus (AGR), durable et adaptées au changement climatique, y compris la diversification des sources de revenu hors des systèmes pastoraux et agropastoraux, mais aussi en réduisant les effets négatifs du déstockage et des pertes du bétail.

2.2.3.3. Faible accès aux services sociaux de base en milieu pastoral et agropastoral

Le mode de vie des transhumants ne favorise pas un accès adéquat aux services sociaux de base tels que l'éducation, l'eau potable et la santé. Le faible accès des pasteurs et agropasteurs aux services sociaux de base a été largement documenté. En effet, les structures sanitaires et scolaires sont souvent localisées dans les centres urbains et semi-urbains. Les transhumants qui consomment l'eau souillée des puits ou des mares sont très vulnérables à certaines pathologies, comme le démontre les travaux de l'Institut tropical Suisse au Tchad. L'accès des pasteurs et de leurs familles aux services sociaux de base a été fortement recommandé par l'Union Africaine (2013), à travers le Cadre stratégique pour le pastoralisme en Afrique dont le premier objectif est de sécuriser et protéger les vies, les moyens de subsistance et les droits des populations pastorales. La viabilité sociale du pastoralisme, bien argumentée lors du colloque de N'Djamena en 2013, met l'accent sur l'accès aux dits services dans les zones pastorales et agropastorales. L'éducation, l'eau potable, la santé humaine sont, entre autres des services nécessaires à une vie décente et digne, mais dont les populations sont généralement privées dans les zones reculées.

Il ne s'agit pas de favoriser un système sédentaire mais au contraire d'accompagner la mobilité des ménages pastoraux via des services adaptés, fixes ou itinérants.

2.2.3.4. Difficulté des ménages ruraux à accéder à l'énergie domestique

Compte tenu du coût élevé de l'énergie et de la pauvreté qui sévit en milieu rural, la plupart des ménages dépendent encore du bois, du charbon et du pétrole pour satisfaire leurs besoins énergétiques. Les femmes et les enfants sont en charge de cette collecte de bois et cela contribue aussi à l'amenuisement des ressources ligneuses. En plus, l'utilisation de ces sources d'énergie entraîne de nombreuses infections respiratoires et oculaires chez les femmes. Face à la raréfaction du bois de chauffe et l'accroissement de son coût, y compris en milieu rural, les sources alternatives d'énergie telle que le biogaz apparaisse de plus en plus comme des pistes d'avenir. Adossée aux unités de production et de transformation des CVA lait ou encore d'embouche bovine, l'utilisation des bio digesteurs permet de valoriser les excréments animaux pour la fabrication de gaz pour la cuisson et pour l'éclairage. Les résidus issus de ces digesteurs permettent aussi de produire un engrais naturel appelé digestats (biofertilisants).

2.2.4. Domaine/axe prioritaire 4 : Renforcement du dialogue politique et du cadre réglementaire pour faciliter la transhumance transfrontalière et le commerce intra régional des intrants et produits pastoraux

2.2.4.1. Vision régionale du pastoralisme non partagée dans l'espace CEDEAO-CILSS

L'élevage pastoral et agropastoral continue d'être considéré par les autorités et certains acteurs comme un problème et non comme une opportunité. Les conflits liés à la mobilité pastorale (transhumance, convoyage à pied du bétail) sont parfois exploités et exacerbés pour disqualifier les systèmes pastoraux dont la mobilité est la clé de l'efficacité et de la pérennité. Sans nier les compétitions qui se développent pour l'accès aux ressources, ces conflits sont d'abord liés au fait que les institutions publiques ne jouent plus leur rôle de régulation et d'arbitrage et laissent les populations concernées « régler les problèmes » par elles-mêmes. Cette défaillance des autorités s'exprime aussi au niveau de l'anticipation des évolutions du sous-secteur de l'élevage et des politiques qui permettraient de s'y préparer et d'investir. La construction d'une vision partagée à l'échelle régionale, dont le processus est déjà engagé par la CEDEAO, est une condition *sine qua none* pour créer un environnement satisfaisant aux éleveurs et aux agents économiques impliqués dans les chaînes de valeur ajoutées des produits pastoraux et agropastoraux.

2.2.4.2. Faible application du protocole de la CEDEAO sur la transhumance

La transhumance transfrontalière, encadrée par la décision A/Dec.5/10/98 réglementant la transhumance entre les États membres de la CEDEAO, ainsi que les réglementations nationales, reste porteuse d'externalités négatives y compris des conflits violents, voire meurtriers, entre agriculteurs et éleveurs. Ces problèmes ont emmené les pays côtiers à progressivement remettre en cause les termes de la réglementation régionale en mettant des entraves ou en suspendant et interdisant la transhumance transfrontalière. À l'intérieur, certains pays comme le Bénin, le Togo, la Côte d'Ivoire et le Nigéria ont opté pour des programmes de sédentarisation des éleveurs et l'intensification des systèmes agropastoraux.

La levée des entraves à la mobilité pastorale et la révision de la réglementation régionale et l'harmonisation des réglementations nationales avec celle-ci sont nécessaires pour créer un environnement favorable à la promotion du pastoralisme et de l'agropastoralisme

2.2.4.3. Absence ou non-application des textes réglementant le commerce des intrants zootechniques de qualité et des produits pastoraux

Dans la perspective de l'intensification des productions animales, les éleveurs auront recours à l'utilisation d'intrants tels que le matériel génétique amélioré (animaux performants, semences animales, embryons) et les aliments pour animaux (fourrage, concentrés et sous-produits agro-industriels - tourteaux de coton et d'arachide, son de blé, etc.). Pour ces intrants, il n'existe pas encore de réglementation régionale.

En vue de garantir la qualité et la conformité de ces intrants, qu'ils soient produits localement ou importés, il est nécessaire de réglementer leur circulation dans l'espace communautaire. La faible effectivité du schéma de libéralisation des échanges commerciaux (SLEC) et du tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO est de nature à fragiliser la compétitivité-prix de la viande sahélienne par rapport aux viandes extra-africaines.

2.2.4.4. Faible représentativité des pasteurs dans les instances de décision

Pendant longtemps et jusqu'à nos jours, les pasteurs et agropasteurs ont été peu ou pas suffisamment associés à la prise des décisions qui les concernent, tant au niveau national que local. Une enquête réalisée au Burkina Faso et au Tchad a fait ressortir une faible participation des pasteurs dans les conseils communaux et régionaux (Kagoné, 2017). La participation des pasteurs à la recherche de leurs solutions est importante pour que les décisions prises améliorent leur bien-être. Les réponses apportées par les États aux pasteurs, sont calquées sur les conditions de vie des populations sédentaires. Plus souvent, ces réponses externes peuvent aussi aggraver la vulnérabilité des pasteurs; par exemple, en donnant naissance à de nouveaux types de concurrence sur les parcours et leurs principales ressources. Des

approches de gestion communautaire adaptées et une flexibilité sont nécessaires pour garantir le développement des systèmes pastoraux. Par conséquent, cela justifie la nécessité que les pasteurs soient représentés aux instances de décisions aussi bien au niveau local, national que sous régional. Une telle situation interpelle les décideurs régionaux et nationaux qui ont convenu de promouvoir des politiques publiques impliquant directement les sociétés pastorales et agropastorales à la gouvernance locale, nationale et régionale (Déclaration de N'Djamena, 2013). Cela passe par la création et le renforcement d'organisations pastorales reconnues, capables de défendre les droits des pasteurs et de diffuser les textes liés à la gestion durable des ressources naturelles et du foncier pastoral.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est d'améliorer et valoriser la contribution du secteur de l'élevage à la transformation des systèmes alimentaires durables et à une croissance verte inclusive et résiliente des économies des pays de la région Afrique de l'Ouest et du Sahel.

L'objectif spécifique est de renforcer la résilience de l'économie des ménages pastoraux et agropastoraux.

Les produits de cette action contribuant à l'objectif spécifique (effet(s) attendu(s)) correspondants sont les suivants:

Produit 1 : La gouvernance responsable des ressources naturelles transfrontalières est renforcée

Produit 2 : Les ménages des pasteurs et les troupeaux de ruminants domestiques sont protégés contre les maladies animales et zoonotiques transfrontalières

Produit 3 : La compétitivité durable et adaptée aux chocs des chaînes de valeur et les conditions de vie des ménages pastoraux et agropastoraux sont améliorés

Produit 4. Le cadre politique et réglementaire, régional et dans les territoires, est favorable à la transhumance, au commerce du bétail et à la circulation d'intrants de qualité

3.2 Activités indicatives

P1. La gouvernance des ressources naturelles transfrontalières est améliorée

Activité 1.1. Accompagnement des concertations transfrontalières dans les zones ciblées pour favoriser une mobilité pastorale apaisée et durable

Afin de faciliter la transhumance transfrontalière et le commerce du bétail, le PRADEP-AOS appuiera des initiatives de concertation (inter collectivités, dialogue inter États, utilisateurs des ressources et services) pour adopter des solutions spécifiques à la transhumance transfrontalière (accès transfrontalier à l'eau et au pâturage), au commerce du bétail et au contrôle des maladies animales et zoonotiques prioritaires, etc. Les cadres d'actions communautaires mis en place par l'USAID au Niger et au Burkina Faso, qui permettent l'augmentation substantielle des recettes fiscales des collectivités et la création d'emplois indirects, constituent une bonne pratique qui pourra être mise à l'échelle. La délivrance d'outils de régulation, comme les permis de transhumance transfrontalières seront facilités.

Activité 1.2. Appuyer la mise en place de l'observatoire régional sur les élevages mobiles

La mise en place d'un observatoire régional (OR) est indispensable pour que la région dispose d'un dispositif robuste unique et intégré permettant de collecter des données et de produire des informations pertinentes sur les systèmes pastoraux. L'appui du PRADEP-AOS consistera à opérationnaliser l'OR dans les territoires ciblés, y compris en appuyant les observatoires nationaux ou les dispositifs locaux de collecte, d'informations et veille des OP.

Activité 1.3. Mise en place et/ou renforcement des systèmes d'information et d'alerte précoce sur les ressources agropastorales

Une capitalisation des systèmes d'information et d'alerte précoce existant dans les pays et zones d'intervention sera réalisé dès la première année de mise en œuvre du programme. Des accords seront conclus avec les structures responsables des systèmes les plus pertinents et viables pour leur extension ou déploiement dans les zones intervention du programme. Ces systèmes territoriaux seront reliés au Service régional d'information sur le pastoralisme (SRIP) en place à l'AGHRYMET qu'ils alimenteront et participeront à la diffusion de certaines informations complémentaires produits par ce système régional. Le mode de diffusion tiendra compte des canaux usuels de communication des bénéficiaires. De plus, ces systèmes devraient également participer à l'évolution structurelle des systèmes d'élevage suivant la capacité de charge des espaces disponibles. La formation et le recyclage des points focaux et le renouvellement des compétences et sentinelles/relais sera réalisée. Une attention particulière sera portée à l'amélioration de la capacité de réponse des pasteurs face aux alertes.

Activité 1.4. Mise en place des plateformes multi-acteurs de gouvernance foncière agropastorale et de gestion des conflits

Le programme appuiera le renforcement et la pérennisation de plateformes multi-acteurs existantes en collaboration avec les collectivités territoriales et les organisations de la société civile pastorale, précédé d'une évaluation des systèmes existants. L'objectif de ces plateformes est d'identifier des mesures et actions à mettre en œuvre pour améliorer la gouvernance foncière agropastorale et mieux gérer les conflits d'accès aux ressources naturelles et de faire le lien avec les schémas d'aménagement du territoire au niveau local.

Une extension du projet du Centre HD "Médiation agropastorale au Sahel" sera considérée parmi les actions envisageables

Activité 1.5. Appui à la construction ou la réhabilitation d'infrastructures pastorales

Sur la base de schémas d'aménagement agropastoral élaborés en concertation avec les collectivités locales, le programme financera la construction et la réhabilitation d'infrastructures et d'aménagements agrosylvopastoraux résilients au changement climatique et aux risques des désastres naturels et visant spécifiquement à améliorer la conservation et la gestion durable des terres de parcours et améliorer les pratiques d'élevage: pistes de transhumance, zones de pâturage, zones mise en défens, points d'eau multifonctionnels⁴, parcs de vaccination, infrastructures de commercialisation (marchés à bétail) et de transformation (aires d'abattage, centres de collecte, unités de transformation laitière, etc.). En amont, un processus d'ingénierie sociale analysera l'impact social et environnemental des activités à venir.

Activité 1.6. Renforcement des capacités des OP, des collectivités locales et des instances locales de prévention et de gestion des conflits

Le programme financera le renforcement des capacités des OP, des collectivités et des instances locales de prévention et de gestion des conflits, sous forme de formations, d'équipement, des moyens logistiques et d'assistance technique, comme suit : (i) le renforcement des capacités et le financement des OP, dont les membres devront avoir un niveau scolaire minimal, pour la gestion des ressources naturelles et ; (ii) le renforcement des capacités des collectivités à l'élaboration de plans communaux et régionaux de développement sensibles au pastoralisme ;(iii) le renforcement de capacités des médias locaux dans les zones transfrontalières sur les enjeux du pastoralisme et la diffusion d'informations techniques et règlementaires pour optimiser leur rôle pacificateur.

⁴ L'accès à l'eau potable des populations cibles entraîne une diminution des risques pathologiques et permet le maintien du capital humain dans le système productif. Il est nécessaire d'assurer la protection de ces réserves d'eau qui sont des infrastructures critiques pour le pays et qui sont menacées par le risque de contamination délibérée par les terroristes.

P2. Les ménages des pasteurs et les troupeaux de ruminants domestiques sont protégés contre les maladies animales et zoonotiques transfrontalières prioritaires

Dans le cadre du PREDIP, des stratégies ont été développées par le Centre régional de santé animale sous l'égide de la CEDEAO pour protéger les animaux. Il s'agit, dans le cadre de ce programme, d'opérationnaliser ces stratégies au niveau des territoires et de la région mais également de rapprocher les services de santé humaine des pasteurs et agro pasteurs.

Activité 2.1. Renforcement des capacités de prévention, de surveillance, de contrôle, des mesures d'intervention et de la gestion des foyers des maladies animales

L'activité portera sur : (i) l'appui à l'organisation de campagnes de vaccination conjointes transfrontalières via des calendriers communs ; (ii) le renforcement des systèmes de surveillance et de la riposte ; (iii) l'appui aux interventions en cas d'urgence zoonositaire (contrôle et gestion des foyers de maladies) ; (iv) l'appui aux soins de santé mixte (hommes et animaux) ; (v) la mise en place d'un système d'alerte précoce sanitaire utilisant la téléphonie mobile et ; (v) le renforcement des capacités de coordination de luttes contre les maladies animales transfrontalières prioritaire.

Activité 2.2. Appui à la prestation des services de santé animale et humaine dans la zone d'intervention du programme pour améliorer l'accès aux soins

Dans les régions et communes transfrontalières peu ou non desservies en services vétérinaires et de santé humaine, le programme financera : l'installation et l'opérationnalisation des équipes mobiles mixtes (services vétérinaires privés de proximité, Infirmier, sage-femme) intégrant des mécanismes de mobilité ; (ii) la formation et l'équipement d'agents communautaires de santé animale (ACSA), tout en mettant l'accent sur l'insertion des femmes dans les programmes de vaccination et de déparasitage des animaux (ovins/caprins, volailles) et de nutrition des enfants. Un mécanisme de prise en charge partagée des coûts (bénéficiaires, appuis extérieur, prestataires) devra être mise en œuvre. Le recours à des crédits des institutions financières assurera la pérennité entrepreneuriale du système de santé mixte.

Activité 2.3. Amélioration et harmonisation de la certification et de l'inspection sanitaire aux frontières pour renforcer du commerce intra régional et inter-régional des animaux et des produits animaux

En vue d'améliorer la certification vétérinaire, le programme appuiera les actions suivantes : (i) faciliter le dialogue et le plaidoyer sur le commerce intra régional du bétail et la certification ; (ii) appuyer la création et l'opérationnalisation de postes de contrôle frontaliers conjoints pour le bétail ; (iii) renforcer les capacités des chefs des services d'inspection sanitaire en certification et ; (iv) établir et opérationnaliser un comité régional des services d'inspection sanitaire et de quarantaine.

P3. La compétitivité durable et adaptée aux chocs des chaînes de valeur et les conditions de vie des ménages pastoraux et agropastoraux sont améliorées

Activité 3.1. Appui à la production, transformation et commercialisation des fourrages cultivés

Cet appui consistera, entre autres, à mettre à l'échelle les initiatives pertinentes de cultures fourragères répertoriées (étude PRAPS/CILSS et les résultats de la Recherche-Action du consortium IRED-CIRAD-PPT) avec l'appui scientifique et technique du CORAF. L'appui du programme portera sur : (i) la production et la distribution à des prix modérés de semences fourragères adaptées de qualité considérant la réduction des émissions de GES ; (ii) la mise en place de champs écoles agropastoraux (CEAP) pour la diffusion et mise en place de systèmes agro-forestiers basés sur les principes de l'agroécologie couplée avec une plateforme digitale de conseil agricole à distance (e-extension) et ; (iii) le renforcement de la chaîne de valeur ajoutée (transformation, conditionnement et mise en marché) des fourrages cultivés intégrant les principes de l'économie circulaire.

Activité 3.2. Appui à l'accès aux aliments pour bétail de qualité à moindre coût

En vue d'améliorer la disponibilité et l'accès à coûts maîtrisés de l'aliment pour bétail, le programme appuiera : (i) l'installation de PME de production d'aliments pour bétail et volaille via des appels à projets et des partenariats avec les IMF locales; (ii) la mise en place ou renforcement des banques d'aliment bétail au profit des OP d'éleveurs ; (iii) la sensibilisation des laiteries à préfinancer l'acquisition d'aliment bétail au profit des éleveurs laitiers et ; (iv) l'installation de distributeurs agréés d'intrants et équipement d'élevage, y compris l'aliment bétail.

Activité 3.3. Renforcement du potentiel génétique des races locales

Pour améliorer la productivité des races locales, le programme apportera un appui : (i) à la mise en place ou soutien aux associations et centres de sélection et multiplication d'animaux performants (races Goudali, Azawak, Zébu Maure, Kouri, etc.) pour la production laitière et bouchère, à travers une évaluation initiale et la mise à disposition des schémas de sélection viables et ; (ii) à l'insémination artificielle (élevages laitiers semi-intensifs, noyaux laitiers des troupeaux traditionnels).

Activité 3.4. Renforcement des services d'appui-conseil et de vulgarisation

Le programme financera le renforcement des capacités des services publics, privés et coopératifs d'appui-conseil pour l'évaluation, la capitalisation, les conditions de mise à l'échelle et la diffusion des technologies et des bonnes pratiques auprès des pasteurs et agropasteurs. Les dispositifs d'accompagnement devraient pouvoir être mis en œuvre, du moins en partie, par les OP faitières qui financeront le système.

Activité 3.5. Appui à la commercialisation, la transformation et la mise en marché du bétail et des produits pastoraux

L'appui du programme portera sur : (i) la réhabilitation ou construction d'infrastructures de mise en marché et de transformation (marchés à bétail transfrontaliers et infrastructures connexes, abattoirs répondant aux normes hygiéniques et sanitaires) ; (ii) la mise en place ou le renforcement des SIM bétail utilisant les TIC; (iii) l'appui à la mise en place ou à la mise à niveau de boucheries, de charcuterie de rôtisseries, et de séchage sur la base de business plans et ; (v) le renforcement des capacités organisationnelles des OP, des interprofessions et des communes en gestion managériale et financière des marchés à bétail. (vi) la formation professionnelle par apprentissage aux métiers de la bouche

Activité 3.6. Appui à la collecte, la transformation, la distribution et la promotion du lait local

Pour contribuer à lever les goulots d'étranglement identifiés de la valorisation du lait local, le programme appuiera : (i) la mise en place d'infrastructures et d'équipements (centres de collecte multiservices, unités de transformation, etc.) ; (ii) la normalisation et la standardisation des produits transformés et ; (iii) la mise en place de plateforme d'innovation multi-acteurs de la filière lait local et l'appui à la mise en œuvre de leur plan d'action (iv) la mise en place de structures commerciales locales et de distribution vers les villes secondaires en s'appuyant sur des réseaux identifiés et des plans de marketing

Activité 3.7. Valorisation des sous-produits du pastoralisme

L'activité consiste à valoriser les sous-produits de l'élevage via la transformation des déchets organique en énergie en s'appuyant sur la technologie du bio digesteur⁵ domestique au profit des populations rurales. Il s'agira donc : (i) de sensibiliser et former les ménages sur la technologie de biogaz ; (ii) d'accompagner les ménages à la construction des bio digesteurs de qualité avec une technologie maîtrisée par la population et ; (iii) d'accompagner les ménages dans l'intégration du bio digesteur dans

⁵ La technologie du bio digesteur permet d'avoir accès à une énergie propre et à un engrais organique de très grande valeur : l'énergie propre appelé biogaz intervient dans la cuisson des aliments et l'éclairage.

leur système de production agro-pastorale. ; (iv) valoriser les autres sous-produits (Fertilisant organique, traction animale...)

Activité 3.8. Alphabétisation fonctionnelle des jeunes et des femmes de plus de 15 ans

Cette activité devra être conçue pour doter les pasteurs, agropasteurs et autres populations locales de compétences pouvant être utilisées au quotidien, notamment dans le cadre des AGR. Le programme appuiera : (i) la construction ou la réhabilitation de centres d’alphabétisation dans les terroirs d’attache et/ou dans les zones d’accueil des transhumants ; (ii) l’alphabétisation fonctionnelle de jeunes (hommes et femmes) pasteurs et agropasteurs. Ces systèmes pourront être mobiles pour suivre les bénéficiaires lors de leurs déplacements

Activité 3.9. Accès significatif à l’éducation des enfants des communautés pastorales pour une amorce d’un changement sociétal et économique profond

Issue des bonnes pratiques du programme PASTOR au Tchad, le modèle devra être mis à l’échelle en définissant des variables de reproductivité. Il s’agit de participer au rééquilibrage de l’accès à l’éducation entre populations pastorales mobiles et agricultrices sédentaires. L’enjeu se situe autour d’une compréhension partagée de la vie en société en évitant l’écueil du schéma dominants/dominés. À terme, la participation de cohortes d’éleveurs et agro pasteurs avec un niveau académique renforcé aux systèmes d’élevage mobile dans son ensemble aura un impact important sur les économies pastorales.

Activité 3.10. Appui aux activités complémentaires des systèmes pastoraux et agro pastoraux

Il s’agit de renforcer la résilience des populations vulnérables en accompagnant la réalisation d’activités rémunératrices et socialisantes contribuant ainsi à améliorer les revenus et à diluer les risques de pertes liées à l’élevage. Le programme appuiera des AGR dans les segments de la transformation et de la commercialisation et le petit élevage, à travers : (i) des formations techniques adaptées pour la mise en place d’AGR et ; (ii) des microprojets qui génèrent une valeur ajoutée et des opportunités d’emplois. Cette activité se déclinera autour de l’esprit entrepreneurial en créant les conditions favorables pour un accès à des produits de crédit adaptés.

P4. Le cadre politique et réglementaire est favorable à la transhumance, au commerce du bétail et à la circulation d’intrants de qualité

Ce résultat traite de l’amélioration du cadre politique et réglementaire nécessaire à une gestion apaisée de la transhumance transfrontalière et au commerce intracommunautaire des intrants et produits pastoraux et agropastoraux. Sa réalisation se fera à travers le renforcement des capacités de la Direction de l’Agriculture et du développement Rural (DADR) de la CEDEAO et par la mise à disposition d’une AT à la CEDEAO.

Activité 4.1. Appui au développement et à la mise en œuvre d’une stratégie régionale de développement de l’élevage

Le programme appuiera, sur financement de l’AT dédiée, le processus d’élaboration et de validation d’une nouvelle stratégie régionale de développement de l’élevage, laquelle devra intégrer la transformation maîtrisée des systèmes d’élevage mobile. L’accompagnement devra se poursuivre jusqu’à son adoption et sa mise en œuvre au niveau national.

Activité 4.2. Appui à la révision et l’application de la Décision A/DEC.5/10/98 et son règlement

Le programme contribuera, via l’AT, à financer le processus d’évaluation de la mise en œuvre de la réglementation de la CEDEAO sur la transhumance ainsi que sa révision et son appropriation par les différentes catégories d’acteurs concernés.

Activité 4.3. Appui à l'application de la réglementation relative au commerce régional du bétail et de la viande

Le programme appuiera les actions de dialogue, de sensibilisation sur les textes et de concertation pour éradiquer les pratiques anormales et ainsi contribuer à la fluidification du commerce intra-communautaire du bétail et à l'application du TEC dans les composantes territoriales.

Activité 4.4. Appui à la mise en œuvre d'une réglementation sur la circulation du matériel génétique animal

Actualisation de l'étude conduite par le CORAF en 2016 sur la circulation du matériel génétique animal et celle portant sur le "Plan régional pour la gestion durable des ressources génétiques animales (RGAn) en Afrique de l'Ouest", élaborée dans le cadre d'une initiative conjointe de la CEDEAO et du CORAF.

Le programme appuiera en outre les mécanismes de mise en œuvre de la réglementation et du plan d'action adoptés, sur financement AT.

Activité 4.5. Appui à la réglementation de la fabrication, du commerce et du contrôle de qualité des aliments pour bétail

Amélioration de la disponibilité et l'utilisation de l'aliment bétail, notamment les aliments concentrés et les sous-produits agro-industriels (SPAI). Pour ce faire, le programme appuiera, sur financement AT, un processus d'harmonisation des normes de qualité des aliments pour animaux. Au terme du processus, une réglementation sera élaborée et adoptée par les instances de la CEDEAO sur la fabrication, le commerce et le contrôle de qualité des aliments pour bétail. La CEEAC devrait être impliquée afin que les pays d'Afrique puissent bénéficier d'un cadre réglementaire harmonisée entre les 2 sous espaces régionaux Africains.

Activité 4.6. Renforcement des capacités de la CEDEAO/DADR dans le domaine de l'élevage et du pastoralisme

Réalisation d'une évaluation des capacités de la CEDEAO/DADR, notamment dans les domaines de l'élaboration et suivi de la mise en œuvre des politiques et réglementations sur l'élevage et le pastoralisme. Il s'agira d'une auto-évaluation, avec l'appui d'un facilitateur, des capacités organisationnelles qui aidera la CEDEAO/DADR à réfléchir à ses processus et à ses fonctions et à se noter/ situer par rapport aux points de repère / indicateurs de base. Au terme de l'évaluation, elle établira des priorités pour les mesures à prendre pour renforcer ses capacités.

Activité 4.7. Création de conditions favorables à long terme pour la représentation réelle et efficace des agro pasteurs et pasteurs dans les espaces de décisions de la vie politique au niveau local, régional et transnational

Cette activité vise à augmenter à renforcer les capacités des organisations de pasteurs et agro pasteurs (OP) en plaidoyer politique et développement local en augmentant la représentativité des pasteurs et agropasteurs dans les instances décisionnelles territoriales.

L'appui du programme portera sur : (i) la formation des leaders des OP de pasteurs et agropasteurs aux enjeux de la politique notamment locale ; (ii) l'information et la sensibilisation des pasteurs et agropasteurs sur les politiques et les réglementations en vigueur ; (iii) le renforcement des capacités des OP pour une plus grande redevabilité sociale et ; (iv) le renforcement des capacités des communes et des conseils régionaux pour une meilleure appréhension de la contribution de l'économie pastorale aux budgets des collectivités.

Activité 4.8 Encourager l'harmonisation de la réglementation sur le foncier agropastoral

Des réglementations nationales et des accords locaux existent dans de nombreux pays concernant la tenure foncière agropastorale. L'enjeu réside dans la mise en œuvre concertée de celles-ci et des mesures

correctives à apporter pour créer des espaces réglementaires cohérents. L'action va promouvoir des activités visant à favoriser l'harmonisation des réglementations, par exemple, le soutien à des activités d'analyse des écarts entre les règles des états et le règlement de ces différends via les cadres de dialogue transfrontaliers.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Résultats de l'examen de l'évaluation environnementale stratégique (EES). Le criblage EES a conclu que les principaux aspects liés à l'environnement et au climat doivent être pris en compte au cours de la conception.

Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)

L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie B (ne nécessitant pas d'EIE, mais pour laquelle les aspects environnementaux seront pris en compte au cours de la conception).

Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques

L'examen analytique des agences de notation a conclu que cette action était à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

Le Programme mettra en œuvre des actions visant la gestion participative et durable des pâturages, la restauration des parcours dégradés et sa conservation et gestion durable, les pratiques d'agro foresterie et d'agroécologie, le balisage des couloirs de transhumance dans la zone d'influence des aires protégées, la prévention et la lutte contre les principales maladies animales et zoonotiques transfrontalières. Ces actions, qui visent améliorer les pratiques d'élevage réduisant la pression pastorale et la conservation de la biodiversité, seront réalisées en complémentarité avec celles prévues dans le cadre des projets de conservation des aires protégées, en s'appuyant sur des cadres de gouvernance territoriale communs. Ces actions contribueront à préserver significativement l'environnement et les ressources naturelles d'une part et la mobilisation des fonds verts et crédits carbone d'autre part, dans la zone d'intervention du PRADEP-AOS. L'impact environnemental des infrastructures devra être analysé en amont.

Le Programme encouragera l'utilisation des pratiques et innovations climato-intelligentes permettant aux systèmes d'élevage pastoraux et agropastoraux de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et de s'adapter aux effets néfastes du changement climatique, tout en augmentant la productivité animale (FAO, 2013). Celles-ci porteront sur la gestion durable des pâturages naturels, la production, le conditionnement et la commercialisation de fourrage, la protection du bétail contre les maladies ayant un impact sur la productivité animale, la complémentation alimentaire des animaux pendant la période de crise fourragère, l'utilisation d'animaux à haut potentiel de production, les pratiques agroforestières portant sur la plantation et l'exploitation rationnelle des ligneux fourragers pour suppléer au déficit nutritionnel des fourrages grossiers et, la mise en place d'un système d'alerte précoce sur les risques de déficit fourrager et hydrique et de foyers de maladies animales. Toute activité visant à réduire la fermentation entérique via le processus de digestion pourront être mise en œuvre. Des recommandations du IPCC report on Land (2019) pourront servir de base de réflexion dans la phase d'implémentation.

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que le programme va travailler sur cet aspect de la manière suivante.

L'intégration effective du genre, par de la discrimination positive, dans les activités acceptées socialement permettra d'améliorer l'accès des femmes : (i) aux opportunités d'auto-emploi pour des métiers qu'elles peuvent assumer : cultures fourragères, fabrication artisanale d'aliments de bétail, production améliorée et transformation de lait, aviculture villageoise, élevage de petits ruminants, gestion de mini-couveuses; (ii) aux services vétérinaires pour améliorer la santé des animaux, en particulier les petits ruminants et la

volaille ; (iii) aux ressources naturelles, notamment par leur participation à la gestion durable des infrastructures d'approvisionnement en eau et, (iv) à la transformation et la commercialisation des produits animaux. Les capacités des organisations de femmes seront également renforcées et le leadership féminin valorisé dans la gouvernance des filières lait, bétail et viande.

Droits de l'homme

L'Action veillera au respect des droits humains dans toutes les activités qu'elle soutiendra. L'action s'appuie sur l'approche fondée sur les droits humains qui inclut le respect des principes d'indivisibilité du droit, de transparence, redevabilité, non-discrimination, autonomisation et participation et la réalisation des droits humains des différentes parties prenantes aussi bien dans la conception, la mise en œuvre, le monitoring et l'évaluation de l'ensemble des actions.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Cela implique que les aspects liés au handicap n'apparaissent pas comme un aspect susceptible d'être pris en compte par l'action.

Démocratie

L'Action améliorera la mobilisation, la formation et l'information des acteurs (y compris la société civile), la transparence, la bonne gouvernance et l'accès à l'information. L'action soutiendra le développement, la disponibilité et la diffusion de nouvelles connaissances qui faciliteront la prise de décision sur les stratégies publiques, permettront de mieux communiquer sur ces enjeux et renforceront le rôle de tous les acteurs, y compris le secteur privé et la société civile, dans le développement du secteur.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

En vue de renforcer la résilience des communautés pastorales et agropastorales face aux risques de conflits et à la dégradation de la situation sécuritaire, le programme ciblera, entre autres, des actions visant à améliorer les connaissances sur les questions de conflits et de paix dans les zones ciblées, à renforcer la cohésion sociale et à créer des opportunités d'emploi pour les jeunes pasteurs et agropasteurs. Il y aura lieu d'intégrer une analyse des effets des infrastructures et services sur le risque de tension et conflit (ex : emplacement point d'eau, etc...).

Réduction des risques de catastrophes

L'action contribuera à réduire les risques associés à la déforestation. Par ailleurs l'action contribuera à la résilience économique et environnementale des populations.

Autres considérations, le cas échéant

Emploi des jeunes

Le Programme prévoit le financement prioritaire d'activités à impact direct sur les conditions de vie des femmes et des jeunes et leur insertion dans le monde actif. Le PRADEP-AOS mettra en œuvre une stratégie de ciblage inclusif qui sera basée sur une approche intégrale et transversale pour une prise en compte efficace des femmes et des jeunes dans la mise en œuvre des activités qui concourent à la promotion de l'emploi. Cette stratégie sera ouverte et flexible au regard des réalités sociales et culturelles des zones ciblées. Elle sera mise en œuvre à travers : (i) le renforcement des actions d'information et de communication sur les enjeux, défis et opportunités du programme à l'endroit des femmes et surtout des jeunes ; (ii) le renforcement de l'esprit d'entreprise des jeunes et des femmes par des actions spécifiques; (iii) des mesures spécifiques pour assurer une bonne participation des femmes et des jeunes dans les différentes activités du programme (alphabétisation, formation technique, et appui financier) et; (iv) la désagrégation par sexe et par âge de tous les indicateurs de suivi-évaluation, à chaque fois que cela s'avère pertinent.

Amélioration du statut nutritionnel des femmes et des enfants de moins de 5 ans

Les produits animaux représentent une source de protéines de très bonne qualité et fournissent des micronutriments essentiels à la nutrition humaine (ex. fer, calcium, vitamine B12, zinc, etc.) d'une plus haute biodisponibilité que ceux d'origine végétale. Pour maximiser l'impact nutritionnel, l'Action est conçue avec une approche « sensible » à la nutrition. Des activités visant à améliorer la disponibilité et l'accessibilité des produits animaux (lait, viande, etc.), la commercialisation du bétail, de la viande, du lait et des produits laitiers, ainsi que l'amélioration de santé animale et humaine et l'accès à l'eau potable, seront mises en œuvre pour améliorer le statut nutritionnel des populations, notamment des femmes et des enfants de moins de 5 ans dans les zones ciblées.

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
2	Risques liés au chevauchement entre les actions du PRADEP et celles des autres projets et programmes de développement de l'élevage au niveau des zones transfrontalières ciblées	Haute	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> Faire une cartographie approfondie des projets régionaux et nationaux en cours d'exécution et en instance de démarrage en vue d'identifier les complémentarités et les synergies à développer pour maximiser l'impact, lors de l'étude de références Mettre en place un mécanisme de planification conjointe avec les autres projets
3	Risques liés à la multiplicité et aux capacités des parties prenantes au PRADEP à mettre en œuvre les activités dans plusieurs pays et zones transfrontalières	Moyenne	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> Établir une Unité de Coordination et de pilotage forte avec une chaîne de commandement solide tant au niveau central que sur le terrain Établir des contrats et conventions spécifiques de mise en œuvre
1	L'insécurité grandissante aussi bien dans les pays du Sahel que côtiers peut hypothéquer la mise en œuvre des opérations sur le terrain	Moyenne	Haute	<ul style="list-style-type: none"> Bien cibler les zones d'intervention et éviter les zones où la mise en œuvre n'est pas possible Arbitrage à faire pour réorienter les activités via un plan de contingence (ou plan de continuité d'activité) Impliquer les forces de défense et de sécurité dans les cadres de concertation transfrontaliers et les cadres de concertation multi-acteurs (accords bilatéraux).

				L'approche Ne pas nuire sera employée.
1 / 4	Suspension/interdiction de la transhumance par certains pays de la zone et réticence des pays d'accueil des troupeaux transhumants	Moyenne	Haute	<ul style="list-style-type: none"> Inscrire ces points dans les priorités des cadres de concertation transfrontaliers afin d'analyser les causes et d'y apporter des solutions locales appropriées Appui à la CEDEAO dans son rôle de dialogue entre pays sur ces questions
3	Résistance à céder aux velléités de réclamation des espaces agropastoraux sécurisés pour les infrastructures pastorales, par les anciens propriétaires ou leurs ayants-droits	Haute	Haute	<ul style="list-style-type: none"> Mener des processus d'ingénierie sociale participatifs et inclusifs pour aboutir à des accords sociaux solides et acceptés durablement par tous et raccordés au cadre législatif existant au niveau local
1	Effondrement des prix sur les marchés ou grande inflation pouvant hypothéquer les performances des entreprises créées ou soutenues par le programme	Moyenne à Haute	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> Le programme porte une attention particulière à l'impact économique potentiel des activités et mène des études de marchés rigoureuses en amont de toute entreprise et activité génératrice de revenus. Privilégier les entreprises qui ne dépendent pas majoritairement des importations. Appui à la diversification des sources de revenus
2 / 3	Conséquences involontaires de l'action risquant de perpétuer les inégalités hommes-femmes	Faible à moyenne	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> Discrimination positive en faveur des femmes et des filles dans la mise en œuvre de l'action Désagrégation des indicateurs de résultats selon le sexe pour suivre et corriger les éventuelles inégalités
Enseignements tirés : <p>Sur la base de l'expérience du PREDIP financé par l'UE (FED 2017/39268), la mise en place d'institutions focales territoriales (directions techniques étatiques en charge de l'élevage) est nécessaire pour faciliter la planification, le suivi et la mise en œuvre des actions du programme par les opérateurs, notamment les ONG, ainsi que pour assurer l'appropriation et la durabilité des acquis et résultats enregistrés. De nombreux enseignements ont été pris en compte dans la construction du programme comme reflétés dans la partie sur les activités.</p>				

3.5 Logique d'intervention

Le PRADEP-AOS contribue à la mise en œuvre effective de l'ECOWAP, de la PAU (Politique agricole de l'UEMOA) et de la Stratégie régionale de développement et de gestion du pastoralisme (SRDGP)

dans leurs composantes “promotion du pastoralisme et de l’agropastoralisme” et “développement des chaînes de valeur agro-sylvo-pastorales et halieutiques inclusives”. Il se réfère aussi aux politiques de sécurité alimentaire et aux stratégies récemment développées par la CEDEAO, à savoir : l’offensive régionale pour la promotion des chaînes de valeur du lait local en Afrique de l’Ouest et la Stratégie d’appui à l’employabilité des jeunes dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique dans l’espace CEDEAO.

Sa logique d’intervention peut être décrite comme suit :

- I. Si les différentes activités dans le domaine 1 (gouvernance des ressources naturelles) sont priorisées et réalisées sur base du contexte des différentes zones ciblées, avec une bonne adhésion des populations, alors ces différentes zones transfrontalières verront leurs parcours mieux gérés et davantage de cohésion sociale au sein des villages, grâce au dialogue socio-politique intersectoriel, à l’information pastorale, aux infrastructures pastorales et aux capacités des pasteurs et agropasteurs. Si la cohésion sociale est renforcée et les parcours sont mieux gérés et sécurisés, sans remise en cause des accords sociaux, alors la mobilité pastorale transfrontalière sera apaisée et l’accès aux ressources pastorales amélioré comme cela a été observé dans les acquis et résultats du PRAPS-1 (Programme régional d’appui au pastoralisme au Sahel) et dans les « zones de développement » du PEPISAO (Projet Élevages et pastoralisme intégrés et sécurisés en Afrique de l’Ouest).
- II. Si les activités du domaine 2 (santé animale) sont réalisées selon leur pertinence dans les différentes zones transfrontalières ciblées, que les éleveurs adhèrent aux campagnes de vaccination et aux traitements contre les maladies prioritaires et que les États membres de la CEDEAO et du CILSS sont favorables à l’harmonisation de la certification sanitaire des animaux, alors la santé des ruminants domestiques sera améliorée et la certification sanitaire des animaux et produits animaux sera reconnue réciproquement dans la sous-région à travers le renforcement des capacités des services vétérinaires privés et publics, le contrôle et le système de surveillance des maladies animales et zoonotiques prioritaires et l’harmonisation du système de certification sanitaire des animaux et de sécurité sanitaire de produits animaux. Si la santé du bétail est améliorée et la certification des animaux et produits animaux reconnue réciproquement, alors la mortalité et la morbidité du cheptel ruminant seront réduites à l’instar des acquis du projet de contrôle de la PPR de l’Union du Fleuve Mano en termes de réduction de plus de 60% des foyers de la maladie, et le volume des animaux et produits animaux ayant fait l’objet de certification sanitaire unique sera accru comme cela a été observé parmi les résultats du projet STSD (*surveillance of trade sensitive diseases*) : augmentation du volume du commerce d’animaux entre l’Afrique de l’Est et le Moyen-Orient et contrôle des foyers de la maladie de la vallée du Rift au Kenya.
- III. Si les activités planifiées dans le domaine 3 (compétitivité et conditions de vie) sont priorisées et réalisées dans les zones d’intervention ciblées, avec une bonne adhésion des acteurs et bénéficiaires aux objectifs du programme, alors la disponibilité et l’accessibilité des intrants zootechniques seront améliorées, les technologies éprouvées et bonnes pratiques adoptées, les conditions de marché améliorées pour les éleveurs et autres acteurs, les conditions de transformation des produits pastoraux améliorées, l’accès à des services sociaux de base renforcé et des emplois créés, grâce aux unités de production et/ou de commercialisation d’intrants, aux services d’appui-conseil contractualisés, aux infrastructures de commercialisation/SIM-bétail et de transformation, les capacités des OP et des Interprofessions renforcées, aux bio digesteurs et aux AGR mises en place, notamment au profit des jeunes et des femmes. Si les résultats immédiats cités plus haut sont réalisés, et si les prix des produits animaux (bétail, viande, lait et produits laitiers) sont rémunérateurs, alors la compétitivité des produits pastoraux sera accrue et les conditions de vie des ménages pastoraux améliorée comme l’attestent les acquis du PRAPS-1 sur la facilitation de l’accès au marché et la promotion des AGR.

- IV. Si les activités relatives à l'amélioration du cadre politique et réglementaire sont réalisées, et que les États membres adoptent les instruments communautaires concernés, alors des politiques et réglementations régionales favorables à l'élevage et au pastoralisme seront effectives et les pasteurs et pasteurs bien représentés dans les instances décisionnelles. Si les politiques et les réglementations favorables au pastoralisme sont appliquées et les pasteurs et agropasteurs mieux représentés dans les instances de décision, grâce au renforcement des capacités opérationnelles de la CEDEAO/DADR et des OP dans les domaines de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre des politiques au niveau régional, national et local/transfrontalier, alors la transhumance transfrontalière et le commerce intra régional des intrants et produits animaux seront facilités et apaisés.
- V. Si les résultats intermédiaires de l'action (mobilité pastorale transfrontalière apaisée, accès aux pâturages et aux points d'eau pour l'abreuvement du bétail amélioré, mortalité et morbidité du cheptel ruminant réduites, volume des animaux et produits animaux ayant fait l'objet de certification sanitaire unique accru, compétitivité des produits pastoraux améliorée, accès aux services sociaux de base et à l'emploi amélioré) se concrétisent, alors la productivité et production agropastorales seront accrues, les volumes importants de produits pastoraux vendus sur le marché local et sous régional à des prix rémunérateurs et les revenus des ménages des pasteurs et agropasteurs améliorés. La combinaison de ces effets du programme contribuera à la résilience et au bien-être économique et social des populations des zones transfrontalières ciblées.

La logique d'intervention se base sur une combinaison des approches « territoriale à l'échelle communale, intercommunale, régionale et transfrontalière », « système de production » et « chaînes de valeurs ajoutées » pour définir les zones de couverture, de concentration des activités et des investissements. Ainsi, partant des régions et communes transfrontalières, une définition stratégique des zones d'intervention a été faite en se basant sur les principaux critères suivants : (i) le potentiel de développement des chaînes de valeur bétail-viande, lait local et de fourrages; (ii) l'importance des flux de troupeaux transhumants et commerciaux de bétail (convoyage par camion et à pied) ; (iii) l'existence d'acteurs (organisations professionnelles, collectivités locales, etc.) capables d'assurer la durabilité des acquis du projet et ; (iv) les possibilités de synergie et de complémentarité avec le PRAPS et d'autres projets régionaux et nationaux intervenant dans les mêmes domaines que le PRADEP-AOS (PREDIP, PEPISAO, MOPSS, projet SKBoWa initié par la Délégation de l'UE du Burkina, projet Border line autour du lac Tchad géré par Délégation de l'UE du Nigeria, projet « Bounkassa Kiwo » de l'AFD au Niger (Diffa et Zinder), Projet offensive lait, PASTOR, ACCEPT/Initiative DeSIRA, etc.), ainsi que les interventions en appui à la restauration des terres dans le cadre de la Grande Muraille Verte et celles de l'initiative NaturAfrica intervenant dans les mêmes grandes zones transfrontalières (paysages W-Arly-Pendjari et zone inter-frontières Niger – Tchad – Cameroun – Nigeria en particulier). Dans le cadre de l'opérationnalisation du PRADEP-AOS, l'implémentation de certaines activités sera partagée avec le projet cohésion sociale de la Délégation de l'UE du Burkina Faso dans la zone SKBoWa et avec le projet Border line de la Délégation de l'UE du Nigeria dans la zone du lac Tchad.

Le PRADEP-AOS est conçu pour ajouter de la valeur aux initiatives nationales publiques et privées, et pour accroître l'impact des chaînes de valeur des productions pastorales et du commerce du bétail, en se focalisant sur des actions d'envergure régionale et locale, notamment dans les zones transfrontalières, et en adoptant des approches participatives et inclusives telles que les plateformes de gouvernance foncière pastorale responsable, les cadres de concertation multi-acteurs transfrontaliers et les plateformes d'innovation multi-acteurs le long des chaînes de valeur, tout en considérant le partenariat public-privé (PPP).

En outre, la flexibilité du programme à plusieurs niveaux, la réalisation d'infrastructures/services mobiles et la capacité à redéployer les activités au regard d'une potentielle évolution négative du contexte, constitue une innovation majeure.

Sa logique d'intervention est raisonnée pour :

1. Renforcer et valoriser de façon pérenne le rôle de chaque catégorie d'acteurs en lui confiant une responsabilité et des moyens adaptés et intégrés dans une économie pastorale cohérente ;
2. Développer des domaines critiques (information, concertation, investissement) complémentaires et interactifs qui convergent vers la compétitivité des chaînes de valeurs, l'emploi, le revenu et la paix sociale ;
3. Partir de l'échelle transfrontalière et locale pour impulser et coordonner le développement de la filière à l'échelle de chaque pays et à l'échelle régionale et ;
4. Associer autour d'enjeux concrets et motivants des acteurs différents et aux intérêts qui semblent souvent divergents pour aboutir à des décisions consensuelles et gagnant-gagnant.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique global, plusieurs cadres logiques détaillés seront soumis en fonction des spécificités des zones d'intervention pour les composantes territoriales et selon les thématiques pour les composantes transversales et d'appuis politiques et réglementaires. Ils seront proposés à la signature des contrats. Une étude de référence sera par ailleurs réalisée lors du premier trimestre de démarrage de chaque contrat. Les valeurs de référence et les valeurs cibles indisponibles à la rédaction de l'action devront être renseignées pour cette échéance.

Des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats pourront être formulés au besoin. Les résultats du programme devront être mis à jour régulièrement dans les outils de suivi de l'Union Européenne comme OPSYS. Le premier rapport d'avancement, 12 mois au plus tard après la signature du premier contrat, devra inclure un cadre logique harmonisé, porté par la coordination du programme.

Les rapports d'avancement suivants devront inclure la mise à jour des valeurs pour chaque indicateur.

Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de références et celles finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique pourra évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action. Un atelier de mise en cohérence sera organisé avant la signature des contrats pour permettre un démarrage rapide et une synergie d'action des différents acteurs.

Résultats	Chaine de résultats (@): (maximum 10)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années) ⁶	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact (objectif global)	Améliorer et valoriser la contribution du secteur de l'élevage à la transformation des systèmes alimentaires durables et à une croissance verte inclusive et résiliente des économies des pays de la région Afrique de l'Ouest et du Sahel.	1. Nombre des personnes issues des communautés pastorales en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle régionale (ventilé par sexe)	1. 38,3 millions de personnes en 2023	1. en 2027	1. Rapports RPCA, PAM, FAO	<i>Non applicable</i>
		2. Part des personnes issues des communautés pastorales bénéficiant de conditions de vie améliorées Part des ménages des pasteurs ayant accès aux services sociaux de base (scolarité, eau potable, santé)	%	En 2027	2. Rapports UNICEF, CSIS, FAOSTAT, Rapports d'enquêtes ménages dans les zones d'interventions	
		3. Part des systèmes d'élevage mobile et de ses produits dans les économies territoriales (%)	3. À définir par collectivité et inter collectivité	En 2027.	3. Rapports FAO, Banque Mondiale	
		4. Contribution de l'élevage, mobile et des CVA liées, au PIB (%) (niveau régional/par pays)	4. À définir	4. En 2027	4.	
		5. Nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire bénéficiant d'une assistance de l'UE (ventilé par sexe) (CR EG 2.32) (ventiler par niveau d'assistance)	5. À définir	5. À définir	5. Rapports UE	
		6. Nombre de petits exploitants soutenus par l'UE dans le but d'accroître leur production durablement, leur accès aux marchés et / ou la sécurité de la terre (ventilée par sexe) (CR EG 2.1.)	6. À définir	6. À définir	6. Rapports UE	

⁶ Une étude de référence permettra de fournir les valeurs de référence à jours

Effet direct 1 (objectif spécifique)	La résilience de l'économie des ménages pastoraux et agropastoraux est renforcée	1.1 Taux d'accès aux services sociaux de base (ventilé par sexe et par type de services) 1.2 Taux d'accès aux intrants/services nécessaires aux systèmes productifs	1.1. À définir 1.2. À définir	1.1. À définir 1.2. À définir	1.1. À définir 1.2. À définir	Stabilité socio-politique et économique Maîtrise de la crise sécuritaire Adhésion des bénéficiaires et parties prenantes au programme
		Nombre de conflits violents d'accès aux ressources naturelles	À déterminer en 2023 (étude de référence)	À déterminer en 2027	Rapports du programme et des ministères en charge	
		1.3. Couverture des besoins en produits animaux (viande, lait) des populations dans les territoires par la production locale	1.2. À déterminer (étude de référence)	1.2. 75% en 2027	1.1. Rapports d'enquête	
		Taux moyen en % de mortalité animale due aux maladies transfrontalières prioritaires Taux moyen en % de mortalité humaine due aux maladies zoonotiques	1.2.1. À déterminer (étude de référence)	1.2.1. 2% en 2027	1.2.1. Rapports du programme et des ministères en charge de l'élevage et de la santé	
		1.4. Revenu annuel moyen des ménages de pasteurs et agropasteurs dans les zones ciblées (euros)	1.3. À déterminer (étude de référence)	1.2. 640 euros par personne et par an (<i>juste au-dessus du seuil de pauvreté</i>)	1.2. Rapports d'enquête	
Produit 1	1.1. La gouvernance responsable des ressources naturelles transfrontalières est renforcée	1.1.1. Longueur en km de couloirs de transhumance transfrontalière aménagés avec des comités de gestion, avec le soutien de l'UE Longueur en km de couloirs fonctionnels avec le soutien de l'UE avec une réglementation et/ou des accords appliqués par tous	1.1.1. Néant en 2023 Nombre d'aménagements inscrits dans les budgets communaux pour l'entretien et l'amortissement	1.1.1. 1 200 km en 2027	1.1.1. Rapports du programme	Adhésion des collectivités et des populations au programme Pas de remise en cause des accords sociaux

	1.1.2. Le ratio de superficie en ha des terres de parcours aménagées, sécurisées et gérées durablement, sur le besoin total identifié dans les documents de stratégie de développement pastoral grâce au soutien de l'UE.	1.1.2. Néant en 20223	1.1.2. 40 000 ha en 2027 / besoin total identifié	1.1.2. Rapports du programme	
	1.1.3 Part des infrastructures aménagées qui possèdent un comité de gestion opérationnel et efficace	En 2023	80% n 2027	Rapports narratif des composantes territoriales	
	1.1.4. Distance moyenne en km parcourue par les troupeaux pour s'abreuver à un point d'eau, grâce au soutien de l'UE	1.1.3. en 2023	1.1.3. 12,5 km en 2027	1.1.3. Rapports du programme	
	1.1.5. Montant des retombées fiscales des infrastructures commerciales construites ou réhabilitées via le soutien de l'UE au profit des collectivités territoriales	En 2023	En 2027	Rapport financiers des inter collectivités	
	Nombre de plateformes multi-acteurs de gouvernance foncière agropastorale et de gestion des conflits renforcées avec le soutien de l'UE	1.1.4. À déterminer en 2023 (étude de référence) 0	1.1.4. À déterminer en 2027 À déterminer	1.1.4. Rapports du programme et des ministères en charge Rapports du programme	
	1.1.6. Part des agropasteurs et pasteurs dans les territoires appuyés par l'Union Européenne qui utilisent les systèmes d'informations SRIP comme outils d'aide à la décision Statut de l'observatoire régional sur les élevages mobiles développé avec le soutien de l'UE	À déterminer en 2023 (étude de référence) Inexistant 0	À déterminer en 2027 Observatoire développée et opérationnel À déterminer	Rapport d'enquête du CILSS Rapports du programme Rapports du programme	

		Nombre de systèmes d’information et d’alerte précoce sur les ressources agropastorales renforcés/développés avec le soutien de l’UE				
		1.1.7.Part des infrastructures agro pastorales construites ou réhabilitées avec le soutien de l’Union Européenne inscrites en cohérence avec les schémas d’aménagement du territoire	1.1.7. À déterminer	1.1.7. À déterminer	1.1.7 Rapports du programme	
Produit 2	1.2. Les ménages de pasteurs et les troupeaux de ruminants domestiques sont protégés contre les maladies animales et zoonotiques transfrontalières	1.2.1 Nombre d’ACSA formés et équipés avec l’appui de l’UE (ventilé par sexe)	0	À définir	Rapports du programme, test de connaissance en début et fin de formation	Les éleveurs adhèrent aux campagnes de vaccination et aux traitements contre les maladies prioritaires, Les États membres de la CEDEAO et du CILSS sont favorables à l’harmonisation de la certification sanitaire des animaux
		1.2.2. Taux (%) de couverture en soins de santé vétérinaire (traitements, vaccination et déparasitages) et humaine dans les zones ciblées par les ACSA nouvellement formés et équipés avec l’appui de l’UE	1.2.2. À déterminer (étude de référence)	1.2.2. 75% en 2027	1.2.2. Rapport d’enquête du programme et des ministères en charge de l’élevage	
		1.2.3. Nombre d’animaux et de membres des ménages de pasteurs vaccinés (ventilé par sexe) contre les maladies animales prioritaires, avec le soutien de l’UE	1.2.3. Néant en 2023	1.2.1. 2 millions en 2027	1.2.3. Rapports/statistiques des postes frontaliers et de douanes	
		Nombre d’enfants âgés de 1 an ayant été vaccinés avec le soutien de l’UE (ventilé par sexe) (CR EG 2.34)				
		1.2.4. Nombre d’animaux inspectés et certifiés pour le commerce (certification harmonisée) avec le soutien de l’UE	1.2.4. Néant	1.2.4. 20 mille en 2027	Rapports des ministères en charge de l’élevage	

Produit 3	1.3. La compétitivité durable et adaptée aux chocs des chaînes de valeur et les conditions de vie des ménages pastoraux et agropastoraux sont améliorées	1.2.5. Ratio service de santé mixte opérationnel appuyé par l'UE /1000 ménages pastoraux	En 2023	En 2027	Rapports du programme	
		1.3.1. Variation de la part des revenus liée à la vente d'animaux dans les marchés à bétail transfrontaliers (%) Taux de croissance des revenus des ménages des pasteurs issus du système d'élevage (%) Nombre de PME de production d'aliments pour bétail et volaille installés et viables avec le soutien de l'UE Nombre de banques d'aliment bétail renforcées avec le soutien de l'UE Nombre de distributeurs agréés d'intrants et équipement d'élevage installés et viables avec le soutien de l'UE Nombre d'animaux performants mis à dispositions par les associations et centres de sélection et de multiplication soutenus par l'UE	1.3.1. Néant en 2023 0 0 0 0	1.3.1. 30% en 2027 À définir À définir À définir À définir	1.3.1. Rapports du programme, des collectivités et des ministères en charge de l'élevage (SIM bétail) Rapports du programme Rapports du programme Rapports du programme Rapports du programme	
		Nombre d'infrastructures et d'équipements fonctionnels et rentables installés avec le soutien de l'UE pour la collecte, la transformation, la distribution et la promotion du lait local	en 2023	en 2027	Rapport d'évaluation de l'Offensive lait Rapport d'enquête	
		1.3.2. Variation du volume de lait local transformé et vendu dans les unités laitières dans les zones ciblées avec le soutien de l'UE	1.3.2. Néant en 2023	1.3.2. 300% en 2027	1.3.2. Rapports du programme et des ministères en charge de l'élevage	Les prix des produits animaux (bétail, viande, lait et

						produits laitiers) sont rémunérateurs
		1.3.3. Variation des recettes fiscales provenant des ventes et activités économiques indirectes soutenues par l'UE dans le budget de la collectivité territoriale	1.3.3. Néant en 2023	1.3.3. 150% en 2027	1.3.3. Rapports des collectivités et du programme	
		1.3.4. Volume en tonnes de fourrages produits et commercialisés avec le soutien de l'UE (Évolution du résultat net de l'activité)	1.3.4. Néant en 2023 % en 2023	1.3.4. 20 000 tonnes en 2027 % en 2027	1.3.4. Rapports du programme et des ministères en charge de l'élevage	
		1.3.5. Nombre d'emplois stables rémunérés créés dans les chaînes de valeur et AGR, désagréé selon le genre et l'âge, grâce au soutien de l'UE (CR EG 2.13)	1.3.5. Néant en 2022	1.3.5. 10000 en 2027	1.3.5. Rapports du programme et des ministères en charge de l'élevage	
		1.3.6. Nombre de ménages utilisant le biogaz pour la cuisine et l'éclairage grâce au soutien de l'UE	1.3.6 Néant en 2022	1.3.6. 10100 en 2027	1.3.6. Rapports du programme et des ministères en charge de l'élevage	
		1.3.7. Part des populations pastorales utilisant les services sociaux de base (santé, éducation, eau potable, etc.).mis en place grâce au soutien de l'UE (désagréer par sexe)	1.3.7. À définir	1.3.7. À définir	1.3.7. Rapports des collectivités	
		1.3.8. Variation des revenus des ménages pastoraux imputables directement aux chaînes de valeurs et AGR				
Produit 4	Le cadre politique et réglementaire, régional et dans les territoires, est favorable à la	1.4.1. Nombre de pays ayant adhéré à des stratégies régionales favorisant l'élevage mobile avec le soutien de l'UE	1.4.1. 2 en 2022	1.4.1. Néant en 2027	1.4.1. Rapports des pays, de la CEDEAO et du projet	
		1.4.2. Nombre de pays appliquant les textes réglementant le commerce des produits animaux grâce au soutien de l'UE	1.4.2. À déterminer	1.4.2. Totalité des pays membre non suspendus de la CEDEAO en 2027	1.4.2. Rapports des pays, de la CEDEAO et du projet	

	transhumance, au commerce du bétail et à la circulation d'intrants de qualité	1.4.3. Nombre de pays appliquant les textes réglementant le commerce des intrants zootechniques grâce au soutien de l'UE	14.3. À déterminer	1.4.3. 8 en 2027	1.4.3. Rapports des pays, de la CEDEAO et du projet	Les États membres harmonisent leurs politiques et réglementations avec celles de la CEDEAO
		1.4.4 ; Nombre d'accords locaux liés à l'accès aux ressources naturelles mis en place avec l'appui de l'UE	1.4.4 0	Au moins 1 de plus par inter collectivités	Rapports des inter collectivités – OP locales	
		1.4.5. Statut d'une stratégie régionale de développement de l'élevage développée avec l'appui de l'UE	1.4.5. Inexistante	1.4.5 Stratégie développée et mise en œuvre	1.4.5. Rapports de l'AT	

4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1. Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement simplifiée avec la CEDEAO.

4.2. Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement simplifiée.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3. Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S/O

4.4. Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE⁷.

4.4.1. Gestion directe (subventions)

4.4.1.1 Subvention 1- Délégation de l'UE du Burkina Faso

(a) Objet de la subvention

La subvention contribuera à la mise en œuvre d'une composante transversale qui concourt à atteindre les résultats 1, 2, 3 et 4 et pour l'appui à la coordination régionale et territoriale du programme. La Délégation de l'UE du Burkina Faso sera l'autorité contractante

(b) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions au Secrétariat exécutif du CILSS.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car l'action présente des caractéristiques spécifiques qui requièrent un type particulier de bénéficiaire en raison de sa compétence technique, de sa spécialisation ou de son pouvoir administratif, conformément à l'article 195(f) du règlement financier. Ainsi, une subvention directe au Secrétariat Exécutif du CILSS (Ouagadougou, Burkina Faso) est justifiée sur la base des critères suivants: couverture des composantes territoriales et des pays impliqués dans le programme. Le CILSS anime depuis plus de 30 ans un dispositif de veille sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest, destiné à prévoir les récoltes, consolider les bilans alimentaires, suivre les prix et les marchés, identifier les zones à risque alimentaire et informer plus généralement sur les mesures pour faire face aux différentes situations annuelles (de déficit ou d'excédent). Il s'agit du seul organisme régionale, ancré en Afrique de l'Ouest, qui travaille en réseau avec tous les ministères de l'agriculture et les agences en charge des systèmes d'information et de gestion des réserves alimentaires des pays de la région. Il est également, officiellement, le bras technique de la CEDEAO et de l'UEMOA pour la

⁷ www.sanctionsmap.eu. Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

mise en œuvre des politiques agricoles communes, particulièrement dans le domaine de l'élevage pastoral et agropastoral. L'expérience du CILSS en coordination/gestion de projets et programmes régionaux sur le pastoralisme et la résilience des systèmes alimentaires face au changement climatique ainsi que dans la production et diffusion d'information sur les ressources naturelles et le pastoralisme est unique et reconnue par tous les acteurs de la région

4.4.1.2 Subvention 2 – Délégation de l'UE du Burkina Faso

(a) Objet de la subvention

La Délégation de l'UE Burkina Faso sera l'autorité contractante concernant le contrat de subvention avec l'opérateur de mise en œuvre de la zone centrale : zone transfrontalière Sud-Est Burkina Faso-Nord Ghana, Nord-Togo, Nord-Bénin, Sud-Ouest Niger et zone transfrontalière SKBoWa regroupant les régions de Sikasso (Mali), Tchologo, Poro, Bagoué et Folon (Côte d'Ivoire), Hauts Bassins, Cascades et Sud-Ouest (Burkina Faso) et Upper West (Ghana).

La subvention contribuera à atteindre, dans le territoire de la zone centrale, le résultat 1 : La gouvernance responsable des ressources naturelles transfrontalières est renforcée ; résultat 2 : Les ménages des pasteurs et les troupeaux de ruminants domestiques sont protégés contre les maladies animales et zoonotiques transfrontalières ; résultat 3 : La compétitivité durable et adaptée aux chocs des chaînes de valeur et les conditions de vie des ménages pastoraux et agropastoraux sont améliorés et le résultat 4. Le cadre politique et réglementaire, régional et dans les territoires, est favorable à la transhumance, au commerce du bétail et à la circulation d'intrants de qualité concernant uniquement l'échelle de mise en œuvre territoriale.

(b) Type de demandeurs visés

Les organisations non gouvernementales, opérateur du secteur public, autorité locale et organisation internationale (intergouvernementales) expérimentées en matière d'élevage et pastoralisme dans chaque zone d'intervention.

4.4.1.3 Subvention 3 – Délégation de l'UE du Tchad

(a) Objet de la subvention

La Délégation de l'UE du Tchad sera l'autorité contractante concernant le contrat de subvention avec l'opérateur de mise en œuvre de la zone transfrontalière du Lac Tchad comprenant l'État de Borno (Nigéria) et les régions de Diffa (Niger), Lac, Hadjer Lamis, Kanem et Chari-Baguirmi (Tchad) et Extrême Nord (Cameroun).

La subvention contribuera à atteindre, dans le territoire de la zone du lac Tchad, le résultat 1 : La gouvernance responsable des ressources naturelles transfrontalières est renforcée ; résultat 2 : Les ménages des pasteurs et les troupeaux de ruminants domestiques sont protégés contre les maladies animales et zoonotiques transfrontalières ; résultat 3 : La compétitivité durable et adaptée aux chocs des chaînes de valeur et les conditions de vie des ménages pastoraux et agropastoraux sont améliorés et le résultat 4. Le cadre politique et réglementaire, régional et dans les territoires, est favorable à la transhumance, au commerce du bétail et à la circulation d'intrants de qualité concernant uniquement l'échelle de mise en œuvre territoriale.

(b) Type de demandeurs visés

Les organisations non gouvernementales, opérateur du secteur public, autorité locale et organisation internationale (intergouvernementales) expérimentées en matière d'élevage et pastoralisme dans chaque zone d'intervention.

4.4.1.4 Subvention 4 – Délégation de l'UE de Mali

(a) Objet de la subvention

La Délégation de l'UE du Mali sera l'autorité contractante concernant le contrat de subvention avec l'opérateur de mise en œuvre de la zone transfrontalière du couloir Ouest composée des régions de Kayes (Mali), Haute Guinée (Guinée), Tambacounda, Matam et Saint-Louis (Sénégal) et Guidimakha, Gorgol, Brakna, Trarza, Assaba, Hodh El Gharbi (Mauritanie).

La subvention contribuera à atteindre, dans le territoire de la zone du couloir Ouest, le résultat 1 : La gouvernance responsable des ressources naturelles transfrontalières est renforcée ; résultat 2 : Les ménages des pasteurs et les troupeaux de ruminants domestiques sont protégés contre les maladies animales et zoonotiques transfrontalières ; résultat 3 : La compétitivité durable et adaptée aux chocs des chaînes de valeur et les conditions de vie des ménages pastoraux et agropastoraux sont améliorés et le résultat 4. Le cadre politique et réglementaire, régional et dans les territoires, est favorable à la transhumance, au commerce du bétail et à la circulation d'intrants de qualité concernant uniquement l'échelle de mise en œuvre territoriale.

b) Type de demandeurs visés

Les organisations non gouvernementales, opérateur du secteur public, autorité locale et organisation internationale (intergouvernementales) expérimentées en matière d'élevage et pastoralisme dans chaque zone d'intervention.

4.4.2. Gestion directe (passation de marchés)

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, un ou plusieurs contrat(s) de services seront signés après un appel d'offres composé de deux lots.

Un premier lot concernera la coordination du programme à travers un déploiement des équipes au niveau régional et dans chaque composante : 3 composantes territoriales et 1 composante transversale pour permettre une coordination de proximité.

Un deuxième lot concernera un appui spécifique à la CEDEAO.

La Délégation de l'UE du Burkina Faso sera l'autorité contractante. La Délégation de l'UE du Nigéria sera impliquée dans le dialogue avec la CEDEAO.

4.4.3. Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En raison de circonstances exceptionnelles indépendante de la volonté de la Commission, le mode de gestion pourrait être revu pour l'adapter à la nouvelle situation. Ainsi, la Commission pourrait opérer un basculement du mode direct en subvention vers un mode de gestion indirecte avec une entité dont les piliers ont été évalués. La gestion indirecte est prévue seulement comme deuxième option ('fall-back position').

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants : capacité opérationnelle et connaissance avérée du territoire, expertise dans des programmes d'appui aux économies pastorales, valeur ajoutée, complémentarité/synergie avec d'autres interventions, transparence, absence de conflit d'intérêts, apport de fonds additionnels substantiels.

La mise en œuvre par cette entité implique la réalisation des activités au niveau des composantes territoriales pour l'atteinte du produit 1 « La gouvernance des ressources naturelles transfrontalières est

renforcée », du produit 2 « Les ménages des pasteurs et les troupeaux de ruminants domestiques sont protégés contre les maladies animales et zoonotiques transfrontalières » et du produit 3 « La compétitivité des systèmes productifs et les conditions de vie des ménages pastoraux et agropastoraux sont améliorés ».

4.5. Portée de l'éligibilité géographique pour les marchés publics et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
A – Composantes territoriales : Produits 1, 2, 3 et 4	
<i>Contrats de subvention aux opérateurs de mise en œuvre après un appel à proposition de projets – cf. section 4.4.1</i>	
Subvention (gestion directe) - Composante territoriale SKBoWa + Sud-Est de Burkina – Nord du Ghana-Nord du Togo-Nord du Bénin – Sud-Ouest du Niger – cf. section 4.4.1.2	20 500 000
Subvention (gestion directe) - Composante territoriale du Lac Tchad – cf. section 4.4.1.4	15 500 000
Subvention (gestion directe) - Composante territoriale Ouest Mali-Mauritanie-Sénégal – cf. section 4.4.1.3	15 500 000
B – Activités transversales et d'appui politique et réglementaire en appui aux produits 1, 2, 3 et 4	
Contrat de subvention (gestion directe) – cf. section 4.4.1.1	
Subvention (gestion directe) au CILSS pour la composante technique transversale au CILSS produits 1, 2, 3 et 4 uniquement la partie régional	2 000 000
C - Coordination du Programme et Produit 4 (AT à la CEDEAO)	
Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.2	
Contrat de services pour l'assistance technique en charge de la coordination du programme et du lien entre les composantes	6 000 000
Évaluation – cf. section 5.2	500 000
Audit – cf. section 5.3	
Subventions – enveloppe totale de la section 4.4.1	53 500 000
Passation de marchés – enveloppe totale de la section 4.4.2	6 000 000
Totaux	60 000 000

4.7. Structure organisationnelle et responsabilités

Le dispositif organisationnel du PRADEP-AOS comprendra un comité régional de pilotage, une unité régionale de coordination et quatre comités territoriaux de suivi (CTS).

A. **Le comité régional de pilotage (CRP)** constituera l'organe d'orientation et de contrôle du programme. Présidé par la CEDEAO, avec l'UEMOA comme vice-président et le SE-CILSS comme secrétaire, il sera composé : (i) de représentants des Délégations de l'Union européenne (ii) des représentants des 12 pays impliqués, (iii) de représentants des organisations professionnelles régionales (OPR), (iv) des opérateurs de mise en œuvre et, (v) de l'assistance technique. Il se réunira 2 fois par an.

B. **L'assistance technique de coordination du programme (AT-CP)** sera installée de manière permanente à Ouagadougou, au sein du Comité inter-État de lutte contre la sécheresse au Sahel - CILSS. L'assistance technique aura les missions de:

- Coordonner le programme ;
- Appuyer à la mise en œuvre de chaque composante territoriale ;
- Appuyer à la mise en œuvre dans la composante technique transversale.

L'expertise technique de l'AT sera également déployée au sein de chaque composante territoriale ainsi qu'au sein de la composante technique transversale.

L'AT-CP sera responsable de la coordination technique et budgétaire des activités qui seront exécutées par les opérateurs de mise en œuvre du programme. Elle aura pour tâches principales d'assurer : (i) la coordination des différentes interventions du programme ; (ii) l'élaboration des plans d'action opérationnels avec les partenaires concernés ; (iii) les relations avec les institutions partenaires pour la mise en œuvre du projet et de s'assurer de la complémentarité des différentes interventions ; (iv) la préparation des rapports à l'intention du comité de pilotage et des réunions de celui-ci ; (v) la préparation et le bon déroulement des évaluations et des audits ; (vi) le suivi régulier des activités sur le terrain et des indicateurs et la capitalisation du programme ; (vii) la mise en œuvre des recommandations des différentes évaluations et des appuis-supervisions externes du programme.

L'assistance technique dédiée à l'appui politique et réglementaire sera logée à Abuja, au sein de la CEDEAO et aura pour référent hiérarchique la CEDEAO (voir point E).

C. **Trois composantes territoriales** seront implémentées par trois opérateurs de mise en œuvre (1 par territoire).

Pour chaque territoire, un Comité territorial de suivi (CTS) sera mis en place⁸. Il se réunira 4 fois par an.

- **Une composante pour la zone transfrontalière du Lac Tchad** comprenant l'État de Borno (Nigéria) et les régions de Diffa (Niger), Lac, Hadjer Lamis, Kanem et Chari-Baguirmi (Tchad) et Extrême Nord (Cameroun) ;
- **Une composante pour la zone transfrontalière du couloir Centre** regroupant le Sud-Est Burkina Faso, le Nord Ghana, le Nord-Togo, le Nord-Bénin, le Sud-Ouest Niger **et la zone transfrontalière SKBoWa** regroupant les régions de Sikasso (Mali), Tchologo, Poro, Bagoué et Folon (Côte d'Ivoire), Hauts Bassins, Cascades et Sud-Ouest (Burkina Faso) et Upper West (Ghana) ;

⁸Il aura un rôle consultatif et sera composé de Représentants des collectivités territoriales, Institutions focales territoriales (IFT), Délégations de l'UE-Autorité contractante avec l'opérateur de mise en œuvre du territoire, Opérateur de mise en œuvre, Assistance technique territoriale et des OP

- **Une composante pour la zone transfrontalière du couloir Ouest** composée des régions de Kayes (Mali), Haute Guinée (Guinée), Tambacounda, Matam et Saint-Louis (Sénégal) et Guidimakha, Gorgol, Brakna, Trarza, Assaba, Hodh El Gharbi (Mauritanie).

D. Une composante technique transversale sera mise en œuvre par le CILSS

Par le (i) déploiement des outils développés par AGRHYMET, agence technique du CILSS, et par la (ii) réalisation d'études régionales sur la thématique, le CILSS participe à l'atteinte des résultats 1,2,3 et 4 du programme. Son rôle de (iii) coordination des institutions focales territoriales⁹ est également essentiel pour faciliter l'implémentation des activités et participe à la mission de coordination de l'assistance technique logée en son sein. Le CILSS sera au cœur de la (iv) recherche de synergie avec d'autres programmes régionaux et nationaux qui est un facteur clé pour l'atteinte du résultat 2 « les troupeaux de ruminants domestiques sont protégés contre les maladies animales et zoonotiques transfrontalières ».

E. Une composante d'appui aux politiques et réglementations du secteur du pastoralisme sera mis en œuvre par la CEDEAO

La CEDEAO à travers cette composante facilitera les conditions de mise en application des lois et règles favorisant la mobilité de l'élevage. L'institution sera l'instrument de plaidoyer auprès des Etats pour une vision harmonisée de l'encadrement du pastoralisme. La CEDEAO orientera aussi la stratégie d'implémentation de l'offensive lait. Une assistance technique lui sera dédiée. L'assistance technique en charge de la coordination du programme se nourrira des informations fournies par l'assistance technique spécifique mise à disposition de la CEDEAO.

La CEDEAO orientera les services de l'assistance technique dédiée en fonction uniquement pour les besoins identifiés de l'objectif assignée à la composante d'appui politique et réglementaire lié au pastoralisme.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union européenne, les délégations concernées participeront aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

5 MESURE DU RENDEMENT

5.1. Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement trimestriels et annuels et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

⁹ Les Institutions focales territoriales (IFT) auront pour tâche principale d'assister l'URCP à planifier et suivre les activités du programme dans les pays et dans les territoires. Les IFT sont des directions techniques déconcentrées en charge de l'élevage dans les territoires d'intervention du programme. Ils assureront la relation entre les pays et les opérateurs de mise en œuvre et la coordination du programme. En outre, ils appuieront l'assistance technique dans le suivi des réalisations du projet et dans la mise en œuvre des actions de coordination, de mise en cohérence, de synergie et de complémentarité des interventions en matière d'économie pastorale. Elles seront logées à l'intérieur des CTS dont elles assureront le secrétariat.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :

- L'AT-CP élaborera et veillera à la mise en œuvre du manuel de suivi-évaluation du programme au niveau régional, territorial et national ; il assurera le contrôle de qualité des données et assurera leur agrégation au niveau sous régional ;
- L'AT logée à l'intérieur de chaque composante territoriale et thématique sera en charge de financer et diriger l'étude de référence de leur composante, dans le premier trimestre d'opérationnalisation des activités. Les études de références seront agrégées par l'AT-CP.
- Les opérateurs de mise en œuvre collecteront et analyseront les données, désagrégées par pays, conformément au manuel de suivi-évaluation et feront remonter les données à l'AT-CP ;
- Les Institutions focales nationales appuieront les opérateurs de mise en œuvre pour la collecte des données dans leur pays respectif.

La collecte et le transfert des données du terrain vers les opérateurs de mise en œuvre et vers l'AT-CP sera informatisés : collecte des données avec des tablettes ou smartphones utilisant *KoBo Toolbox*, logiciel gratuit et *open source*.

Un mécanisme de capitalisation, tiré des leçons apprises du PREDIP, sera mis en place par l'AT-CP.

5.2. Évaluation

Compte tenu de l'importance et de la nature de l'action, des évaluations à mi-parcours et finale seront effectuées pour cette action par des consultants indépendants contractés par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours, sera réalisée pour résoudre des problèmes, tirer des enseignements, notamment dans le cadre du réajustement du programme et de la formulation et mise en œuvre d'une deuxième phase de l'action.

L'évaluation finale sera au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée et pour la formulation d'une seconde phase de l'action), en tenant compte notamment le fait que l'approche territoriale et de coopération transfrontalière pour le développement de l'économie pastorale est une action innovante.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 3 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Deux marchés de services d'évaluation seront conclus au titre d'un contrat-cadre couvrant l'évaluation à mi-parcours et l'évaluation finale.

5.3. Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATEGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

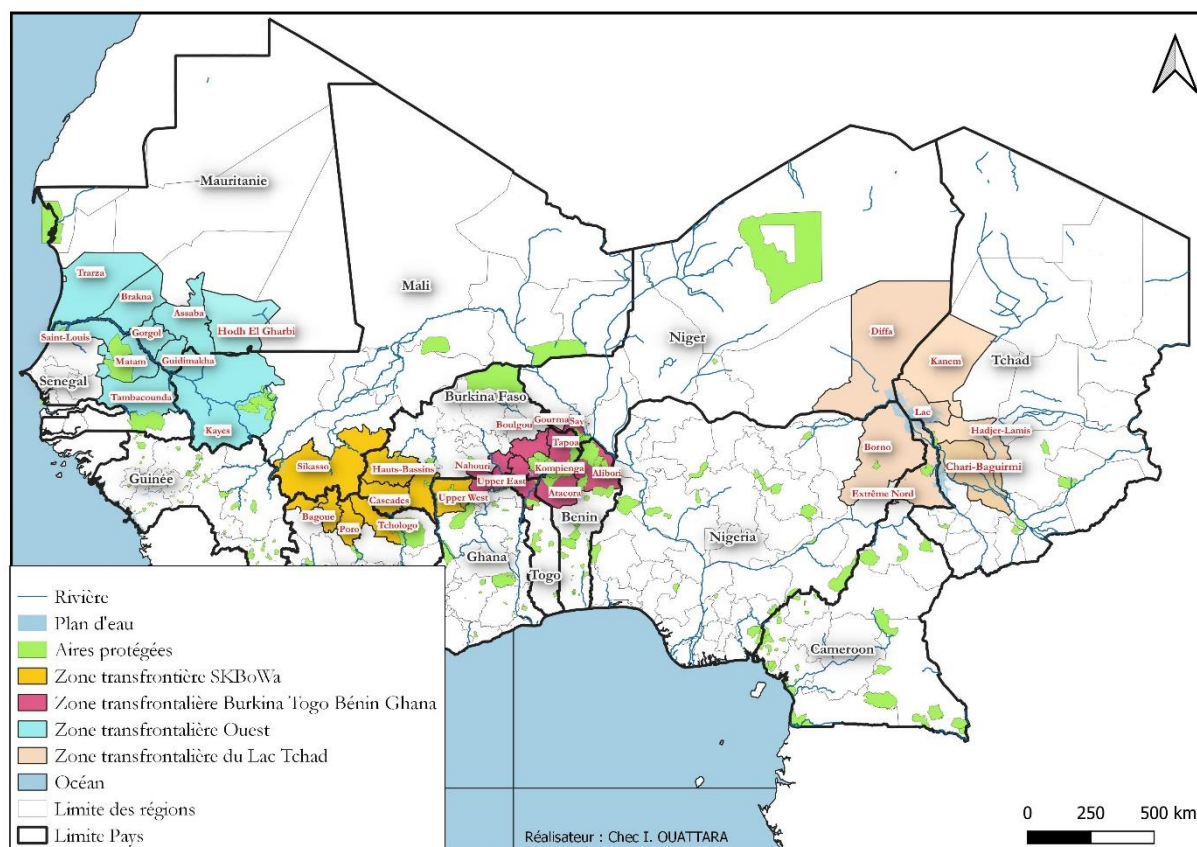
Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation. L'ensemble des opérateurs ont l'obligation de mentionner le logo du PRADEP-AOS accolé à celui de l'UE sur tous leurs supports.

Annexe 1 : Carte de la zone intervention du PRADEP-AOS



Annexe 2 : Sigles et abréviations

ACSA :	Agent communautaire de santé animale
AFL :	Acting For Life
AGR :	Activité génératrice de revenu
AIC :	Agriculture intelligente face au climat
AMM :	Autorisation de mise en marché
AOC :	Afrique de l'Ouest et du centre
AOCTAH :	Association Ouest -africaine du commerce transfrontalier des produits alimentaires agro-sylvo- -pastoraux et halieutique
AOS :	Afrique de l'Ouest et Sahel
ARAA :	Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation
AREN :	Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger
BAD :	Banque africaine de développement
BOAD :	Banque ouest africaine de développement
CEDEAO :	Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest
Centre HD :	Centre humanitaire et développement
CILSS :	Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CIRDES :	Centre international de recherche -développement sur l'élevage en zone subhumide
CIT :	Certificat international de transhumance
COFENABVI-AO	Confédération des fédérations nationales de la filière bétail -viande de l'Afrique de l'Ouest
COMATAO :	Contrôle des maladies animales transfrontalières en Afrique de l'Ouest
CORAF :	Conseil ouest – et centre -africain pour la recherche et le développement agricoles
CORET :	Confédération des organisations d'éleveurs traditionnels du Nigeria
CRA :	Centre régional AGRHYMET
CRMV :	Comité régional du médicament vétérinaire
CRSA :	Centre régional de santé animale
CRS-EI :	Centre régional de spécialisation en élevage
CSIS	Centre for strategic and international studies
CSSA :	Cadre stratégique de sécurité alimentaire
DADR :	Direction agriculture et développement rural (CEDEAO)
DAI :	Document initial relatif à l'action
ECOWAP :	Economic Community of West Africa States Agricultural Policy
FAO :	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture Farm-Trac
FRDA :	Fonds régional de développement agricole (CEDEAO)
GES :	Gaz à effet de serre
HANI :	Hommes armés non identifié
InSah :	Institut du Sahel
LiDeSa :	Stratégie de développement de l'élevage pour l'Afrique 2015-2035 de l'Union africaine (LiDeSa)
MAT :	Maladies animales transfrontalières
MODHEM :	Mobile data for moving herds management and better incomes in Burkina Faso
MOPSS :	Mobilité transfrontalière pastorale apaisée et stabilité sociale au Sahel
OIE :	Organisation mondiale pour la santé animale
ONG	Organisation non gouvernementale

PAM	Programme alimentaire mondiale
PAU :	Politique agricole de l'UEMOA
PDDAA :	Programme détaillé de développement de l'agriculture en africaine
PONASI :	Po-Nazinon Sissili
PPAAO :	Programme de production agricole en Afrique de l'Ouest
PPCB :	Péritneumonie contagieuse des bovins
PPP :	Partenariat public privé
PPR :	Peste des petits ruminants,
PRAPS :	Programme régional d'appui au pastoralisme au Sahel
PREDIP :	Projet régional de dialogue et d'investissement pour le pastoralisme
PRIDEC :	Programme régional d'investissement pour le développement de l'élevage et du pastoralisme dans les pays côtiers
PRODIATA :	Projet régional de dialogue pour la transhumance apaisée en Afrique de l'Ouest
PVS :	Performance of veterinary services
RAM :	Résistance aux antimicrobiens
RBM :	Réseau Bilital Marobe
REDISSE :	Renforcement des systèmes de surveillance des maladies en Afrique
RESEPI :	Réseau de surveillance épidémiologique
RESOLAB :	Réseaux de laboratoires
ROPPA :	Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest
RPCA :	Réseau de prévention des crises alimentaires
SLEC :	Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO
SNV :	Organisation néerlandaise de développement
SRDGP :	Stratégie régionale de développement et de gestion du pastoralisme
SVPP :	Services vétérinaires privés de proximité
TAA :	Trypanosomiase animale africaine
TEC :	Tarif extérieur commun
UA :	Union africaine
UE :	Union européenne
UEMOA :	Union économique et monétaire ouest-africaine
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'Enfance
VSF/B :	Vétérinaires sans frontière /Belgique
WALIC :	Centre d'innovation pour l'élevage en Afrique de l'Ouest
WAPO :	W-Arly -Pendjabi-Oti kéran Mandouri

Annexe 3 : RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme :

Niveau Contrat		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Subvention (gestion directe) - Composante territoriale SKBoWa + Sud-Est de Burkina – Nord du Ghana-Nord du Togo-Nord du Bénin – Sud-Ouest du Niger – cf. section 4.4.1.2
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Subvention (gestion directe) - Composante territoriale du Lac Tchad – cf. section 4.4.1.4
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 3	Subvention (gestion directe) - Composante territoriale Ouest Mali-Mauritanie-Sénégal – cf. section 4.4.1.3
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 4	Subvention (gestion directe) au CILSS pour la composante technique transversale au CILSS produits 1, 2, 3 et 4 uniquement la partie régionale
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 5	Contrat de services pour l'assistance technique en charge de la coordination du programme et du lien entre les composantes